

**UNIVERSITÉ DU QUÉBEC
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
CENTRE – URBANISATION CULTURE SOCIÉTÉ**

**INFORMALITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD :
ANALYSE COMPARATIVE DU PHÉNOMÈNE
DANS LA PRESSE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES**

Par

July COSSETTE

Bachelière en Communication sociale

Essai présenté pour obtenir le grade de
Maître es art (M. A.)
Pratiques de recherche et action publique

27 avril 2010

© July COSSETTE, 2010



Cet essai intitulé :

**INFORMALITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD :
ANALYSE COMPARATIVE DU PHÉNOMÈNE
DANS LA PRESSE ET LES POLITIQUES PUBLIQUES**

et présenté par

July COSSETTE

A été évalué par un jury composé de :

M. Felipe DE JESUS DE ALBA, représentant du milieu de stage

Mme Julie-Anne BOUDREAU, directrice de maîtrise

Mme Diane ST-PIERRE, examinatrice interne

REMERCIEMENTS

C'est avec beaucoup de gratitude que je remercie madame Julie-Anne Boudreau du département d'Études urbaines de l'Institut national de la recherche scientifique et directrice de la Chaire de recherche du Canada sur la ville et les enjeux liés à l'insécurité. Cette gratitude vient non seulement pour son appui constant tout au long de ce processus, mais également pour y avoir cru, tout autant qu'en la personne que je suis.

Mes remerciements à monsieur Alain Borsi, responsable du centre de documentation, pour son excellent soutien technique lors de l'élaboration des stratégies de la recherche et à monsieur Louis Melançon pour sa participation technique. Merci également aux personnes de l'INRS qui m'ont appuyée tout au long de cette maîtrise, autant les professeurs que le personnel de soutien.

Une reconnaissance toute spéciale aux collègues de la PRAP et du VESPA qui ont su donner une saveur particulière à cette aventure.

Par ailleurs, c'est avec affection que je remercie chacune des personnes de ma grande famille, de ma belle-famille et de mon cercle d'amis, qui m'ont constamment encouragée à poursuivre cette aventure, de même que pour la compréhension qu'elles et ils ont démontré lorsque les tâches restreignaient la fréquence de nos rencontres. Merci à Véro et Obi pour le lit dans l'ancienne chambre du p'tit et aussi à Caro pour les folies.

Mes remerciements les plus chaleureux à mon père, pour le regard fier qu'il porte sur moi; à mon petit frère Adam, pour la façon dont il désamorçe le stress et dilate la rate si fréquemment; à ma mère, pour son support moral infallible et son soutien technique constant.

Finalement, je tiens à remercier Guillaume, mon copain, mon ami et mon amoureux, qui a si bien su m'accompagner tout au long de cette aventure en enjolivant le quotidien par ses nombreux talents, relationnels ou culinaires, mais surtout, par sa joie de vivre et son amour.



TABLE DES MATIÈRES

Liste des tableaux	ix
Liste des figures	x
Introduction	1
Première partie : stage et recherche	3
Présentation du stage.....	3
Objectifs	4
Problématique et méthodologie	5
Problématique	5
Questions de recherche.....	9
Méthodologie	10
Deuxième partie : Résultats et analyse	17
La définition de l'informalité en Amérique du Nord, comparaison entre la revue de presse et les programmes gouvernementaux	17
Revue de presse.....	17
Comparaison entre la revue de presse et les programmes gouvernementaux.....	21
Analyse de l'influence des médias dans la création d'un problème public	25
Théories sur l'influence des médias	26
La création d'un problème public	30
Les médias et les problèmes publics	33
Troisième partie : outils de mobilisation des connaissances	43
Analyse de la revue de presse.....	44
Présentation à Ottawa	45
Séminaire-midi VESPA.....	47
Quatrième partie : analyse critique du stage et des activités de mobilisation des connaissances	51
Bilan critique du stage	51
Difficultés rencontrées et apprentissages inhérents à cette activité	51
Réalizations	53
Bilan critique des activités de mobilisation des connaissances	54
Analyse de la revue de presse.....	55
Présentation à Ottawa	55
Séminaire VESPA.....	57
Réflexions critiques sur le rôle d'agent d'interface	58
Mise en parallèle de l'expérience concrète avec la littérature disponible.....	58
Notions acquises par le biais de ce projet concernant la création et la mobilisation des connaissances	61
Conclusion	63
Annexe 1 : Mots-clés	67
Annexe 2 : Présentation à Ottawa	71
Annexe 3 : Présentation lors du séminaire-midi	83
Annexe 4 : Extrait de l'analyse de la revue de presse	95
Bibliographie	97

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Déclinaison des catégories reliées à l'informalité.....	10
Tableau 2 : Répartition des articles traités.....	14
Tableau 3 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse au Canada	22
Tableau 4 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse aux États-Unis.....	24
Tableau 5 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse au Mexique	25
Tableau 6 : Représentation comparative des deux plus importantes catégories au Canada, aux États-Unis et au Mexique.....	40

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Nombre d'articles recensés	13
Figure 2 : Articles recensés, <i>Globe and Mail</i>	17
Figure 3 : Articles recensés, <i>New York Times</i>	19
Figure 4 : Articles recensés, <i>Reforma</i>	20

INTRODUCTION

En tant qu'activité académique finale, cet essai rend compte des différentes étapes inhérentes à la réalisation d'un stage ainsi que des activités de transfert de connaissances qu'il a permis de colliger. Ces deux formes d'activités ont été effectuées dans le cadre du programme de maîtrise en Pratiques de recherche et action publique, de l'Institut national de la recherche scientifique, du centre Urbanisation, Culture et Société.

En ce qui a trait au stage, il fut réalisé au cours de l'été 2009 à l'intérieur du laboratoire Ville et ESPaces politiques (VESPA), au sein d'un projet de recherche visant à offrir une définition comparative du phénomène de l'informalité au Canada, aux États-Unis et au Mexique. L'objectif académique de cette activité visait l'approfondissement et la mise en pratique des différentes notions théoriques relatives à la mobilisation des connaissances acquises tout au long de la formation. Il a permis, d'une part, un apprentissage sur le plan du transfert de connaissances et, d'autre part, l'acquisition de connaissances empiriques relativement à la méthodologie de recherche utilisée ainsi que les diverses perspectives liées à l'informalité telle que définie en Amérique du Nord. Afin de répondre aux exigences académiques de ce programme de maîtrise, les pages qui suivent présenteront d'abord le stage, puis les activités de transfert réalisées à sa suite.

Afin de rendre compte de l'expérience vécue, cet essai se divise en quatre sections. On retrouve d'abord une présentation du projet de recherche réalisé au cours du stage ainsi que les détails concernant les tâches effectuées pendant ces huit semaines. La section suivante expose les résultats ainsi que l'analyse permettant de saisir l'ampleur du phénomène de l'informalité. La troisième section présente et explique les activités de mobilisation des connaissances réalisées, c'est-à-dire le transfert proprement dit vers le milieu d'action publique ainsi que vers le milieu scientifique. Finalement est exposée une analyse critique du stage et des activités de mobilisation des connaissances.

En considérant que ce stage avait une orientation davantage axée sur la recherche que sur la mobilisation des connaissances, il s'avère important de présenter la méthodologie utilisée ainsi que quelques résultats obtenus. Cette décision a été prise d'une part dans le but de présenter le plus précisément possible l'ensemble des réalisations effectuées au cours de cette activité, et d'autre part, dans l'objectif de diffuser les savoirs élaborés à partir des données publiques recueillies.



PREMIÈRE PARTIE : STAGE ET RECHERCHE

PRÉSENTATION DU STAGE

On trouvera dans cette section une description détaillée du stage. Le projet de recherche sera exposé, les concepts seront définis et les objectifs présentés.

C'est sous la supervision de la professeure Julie-Anne Boudreau, titulaire de la chaire de recherche du Canada sur la ville et les enjeux politiques liés à l'insécurité que se sont déroulés le projet de stage et les activités de mobilisation et de transfert des connaissances. Échelonnée entre les mois de mai et d'août 2009 à l'INRS-Urbanisation, Culture et Société à Montréal, l'activité académique que représente le stage s'est insérée dans un projet de recherche que madame Boudreau réalisait dans le cadre d'une collaboration avec le Réseau d'étude comparative sur l'informalité dans les métropoles (RECIM). Ce nouveau réseau est composé de chercheurs canadiens, étatsuniens et mexicains dont les membres cherchent à comparer, de manière scientifique, les occurrences du phénomène de l'informalité dans leurs pays respectifs.

C'est dans ce contexte que s'est inscrit le projet de madame Boudreau, dont l'objectif consistait à élaborer un document qui offrirait une comparaison du traitement réservé au phénomène de l'informalité au Mexique, aux États-Unis et au Canada et qui pourrait ensuite être utilisé dans la création de nouvelles connaissances sur le sujet. De plus, ce document se voulait accessible autant pour les chercheurs du réseau que pour les acteurs publics impliqués dans le projet¹. Il se devait d'inclure, d'une part, une recension des différents programmes gouvernementaux au niveau fédéral, provincial (ou de l'État) et municipal et, d'autre part, une revue médiatique du traitement de l'informalité dans ces trois pays.

On comprend donc ici qu'il s'agit là du cadre dans lequel s'est inscrit le projet de stage. Lors de l'élaboration théorique de l'activité, le choix de la presse écrite comme médium d'analyse s'est imposé comme le plus logique, et ce, compte tenu de la relative accessibilité de ces archives à partir de Montréal. Dans cette perspective, trois quotidiens ont été analysés, soit le *Globe and Mail* pour le Canada, le *New York Times* pour les États-Unis et le *Reforma* pour le Mexique. L'objectif premier de cette activité consistait à réaliser un document

¹ On parle entre autres de fonctionnaires de Sécurité publique Canada, des Services secrets canadiens et d'Immigration Canada

permettant de comparer la couverture médiatique du phénomène de l'informalité dans ces trois pays. Ainsi, ces nouveaux savoirs créés à partir de l'organisation, la synthétisation et l'interprétation de données publiques (soit les articles de journaux) fourniraient un éclairage particulier de ce phénomène. En effet, cette démarche favoriserait une plus grande uniformité de compréhension du concept de l'informalité chez les chercheurs, et procurerait également un cadre de références aux fonctionnaires de Sécurité publique Canada, partenaire de ce groupe de recherche. Cette démarche permettrait ainsi aux différents acteurs impliqués dans le projet d'avoir un regard commun relativement à la façon dont cette problématique est définie et traitée dans les autres pays concernés par cette recherche.

En ce qui a trait à la recension des écrits, outre ce qui a été énoncé précédemment, une stagiaire française a effectué, de mars à août 2009, la section concernant les programmes gouvernementaux des pays à l'étude. Sa participation touchait tant la documentation liée aux niveaux fédéral et provincial (ou étatique) qu'au niveau municipal. Elle a également rédigé une certaine analyse des données qu'elle a recueillies.

Une fois l'ensemble de la recension complété (début octobre 2009), nous avons rédigé un document colligeant la revue de presse ainsi que la recension des programmes gouvernementaux. Ce rapport, titré « Informalité – informality – informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique », a été remis aux chercheurs du RECIM ainsi qu'aux fonctionnaires de Sécurité Canada. On y retrouve les données relatives aux programmes gouvernementaux ainsi qu'à la revue de presse, mais également une comparaison entre ces deux recherches, de laquelle émergent certaines conclusions concernant l'importance accordée à chacune des catégories pour les trois pays.

Objectifs

Tel que mentionné précédemment, l'objectif principal de ce projet de recherche visait la juxtaposition de l'information provenant des programmes gouvernementaux et des médias afin d'obtenir une « inter-compréhension » du phénomène. Plus spécifiquement, il s'agissait d'effectuer un amalgame d'information provenant précisément de la presse écrite et des programmes gouvernementaux de différents paliers de gouvernement afin de poser un regard croisé sur le phénomène que représente l'informalité en Amérique du Nord. L'objectif

spécifique concernait, pour sa part, la dissémination des résultats obtenus lors de cette recherche, autant vers les chercheurs du RECIM que vers les fonctionnaires de Sécurité publique Canada. Cet aspect nécessitait la création d'outils de travail spécifiques qui pourraient être accessibles pour les acteurs de ces deux milieux.

Concernant les objectifs du stage en particulier, il nous semblait intéressant et important de pouvoir appliquer concrètement les connaissances théoriques acquises lors des différents cours suivis, et ce, autant sur le plan de la mobilisation des connaissances que des méthodes de recherches appliquées. En tant qu'étudiante du programme de maîtrise en Pratiques de recherche et action publique, nous souhaitions acquérir les compétences relatives à la réalisation des différentes étapes d'un projet de recherche rassemblant des données de plusieurs pays (élaboration du projet, cueillette des données, analyse des données), mais également à la création d'outils de mobilisation des connaissances élaborées à partir de ces mêmes données. Les outils ainsi créés se devaient d'être conçus spécifiquement pour les chercheurs, mais également pour les acteurs publics. Ayant terminé un baccalauréat en Communication sociale, nous souhaitions également, dans la mesure du possible, pouvoir utiliser les connaissances acquises pendant cette formation. Le projet de stage proposé par madame Boudreau nous permettait donc d'amalgamer l'ensemble des éléments énumérés précédemment, tout en nous permettant une certaine autonomie lors de la cueillette des données.

PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIE

Problématique

À l'ère où les différences entre les sociétés du Nord et du Sud ne cessent de s'accroître, où une poignée d'individus contrôle les États, où l'écart entre les riches et les pauvres représente un fossé qui ne cesse de s'élargir et où l'augmentation de la surveillance pèse sur plusieurs, il apparaît que certaines personnes ont trouvé une multitude de voies d'évitement des lois pour survivre, ou simplement pour débiter ou poursuivre des pratiques plus ou moins légitimes. Certaines de ces pratiques dites « informelles » sont très anciennes (comme la corruption ou la prostitution), alors que d'autres (comme les *femicidios*) ne sont apparues que récemment. Quoi qu'il en soit, la montée en importance de ces phénomènes amène un bon nombre de chercheurs, mais également plusieurs acteurs publics, à s'interroger sur ces occurrences pour le moins intéressantes, maintenant

considérées comme « l'informalité ». À ce sujet, les chercheurs membres du RECIM travaillent, depuis leur mise en réseau, à l'élaboration de paramètres afin de permettre à la fois une meilleure définition de l'informalité en Amérique du Nord et dans le monde ainsi qu'une « inter-compréhension » de ce phénomène par les chercheurs et les acteurs publics impliqués. Pour ce faire, chacun des protagonistes scientifiques est invité à revisiter ses travaux pour en faire ressortir l'information en lien avec le sujet d'étude. C'est précisément dans ce contexte que s'est inséré notre stage, qui visait à apporter une nouvelle perspective comparative de l'informalité, soit l'angle provenant de l'information diffusée par les médias.

D'entrée de jeu concernant la définition de l'informalité, le *Petit Robert* (2009) définit l'informel comme ce « qui n'est pas organisé de manière officielle ». La littérature existante propose une multitude de définitions pour ce phénomène, passant de l'économie informelle à l'urbanisation informelle, en passant par des liens et les rapports entre des acteurs de décision et certains individus.

Par exemple, selon Poulet (1994), l'informalité « [...] se définit par rapport au contrôle de l'État ou d'une autorité qui tient, de près ou de loin, directement ou indirectement, sa légitimité de garanties fournies par l'État. » L'informel est aussi élastique, « son extension varie en même temps que celle des régulations formelles organisées par l'État et coulées dans des réglementations concrètes qui manifestent une forme de lien social en même temps qu'elles le soutiennent. [...] Plus le pouvoir est en crise, plus il constitue de l'informel et lui attache de l'importance. » Toujours selon cette auteure, l'informel est plus qu'une opposition entre résistance et menace, opposition et complémentarité. « La découverte de l'informel et le sens qu'on lui trouve dépendent autant de l'émergence de problèmes socio-politiques que des cadres d'analyse qu'on leur applique. » (Poulet, 1994)

Pour sa part, Roy (2005) perçoit plutôt l'informalité comme un moyen ou un mode d'urbanisation métropolitaine, mais également comme un produit d'un État qui n'arrive pas à gérer l'espace de façon optimale. Elle compare différents défis que doivent surmonter les planificateurs urbains relativement à l'informalité et à la pauvreté dans les pays en voie de développement. Sont comparées les politiques relatives à l'informalité et à la pauvreté des pays du Tiers monde et celle des États-Unis pour démontrer les similarités et différences dans la gestion de ces problématiques. De plus, plusieurs des transformations urbaines significatives ont actuellement lieu dans les pays en voie de développement (augmentant du

fait même l'informalité); la production de savoirs et de théories d'urbanisation devrait donc, selon Roy, se baser sur ces pays pour qu'ils soient adaptables à cette nouvelle réalité. Ainsi, sa perspective de l'informalité se situe majoritairement au niveau de la configuration urbaine et de l'accès au territoire.

De plus, en considérant que plusieurs auteurs tels que Meagher (1995) abordent ce phénomène sous l'angle économique, soit comme le résultat d'une réaffirmation des forces du marché ou comme une réponse gérée par le marché à une crise économique, que d'autres adoptent plutôt l'angle de la dichotomie entre le licite et l'illicite, le légal et l'illégal (Davis, 2009), et que pour certain « [...] la taille du secteur informel dépend du niveau de développement et [qu'elle] est corrélée au niveau d'insécurité ressentie dans la société » (Tokman, 2007), nous avons opté pour une définition du phénomène qui permettrait d'allier l'ensemble de ces aspects.

D'emblée, il nous apparaît important, pour effectuer une définition représentative de la réalité, de considérer les différentes visions de plusieurs auteurs sur le sujet. De plus, comme cet objet n'est pas encore défini unanimement au sein de la communauté scientifique, il va de soi que la définition que nous faisons de l'informalité se base uniquement sur la littérature consultée et les rencontres avec le RECIM et les fonctionnaires fédéraux. Ainsi, nous croyons actuellement que l'informalité peut se définir comme : un phénomène contextuel et historique dont les charges normatives sont propres à chaque société, à la frontière entre le légal et l'illégal, le licite et l'illicite, qu'on peut retrouver dans différentes sphères de la société (espace public, économie, fonction publique, bureaucratie, etc.) sous une multitude de formes (corruption, contrefaçon, prostitution, etc.). La compréhension de la relation économie–société civile–État permet également la mise en perspective des situations considérées comme informelles. Ce phénomène peut fragmenter et fragiliser la légitimité de l'État lorsqu'un manque de régulation étatique se fait sentir; on peut donc dire que l'informalité représente également ce qui n'est pas pris en charge par l'État. Afin de saisir concrètement certains aspects de l'informalité, on peut aussi se poser une question pertinente à savoir : quand l'informalité devient-elle un problème, et pour qui? Malgré le fait que certains comportements considérés comme informels sont parfois illégaux (vente de produits contrefaits par exemple), ils peuvent toutefois être qualifiés de légitimes puisqu'ils permettent à certains individus de survivre.

C'est donc à partir de cette définition rassemblant plusieurs perspectives concernant l'informalité que nous avons travaillé à déterminer quel rôle pouvait jouer la presse écrite dans l'élaboration de la problématique publique que représente l'informalité, autant au Canada qu'aux États-Unis et au Mexique. Bien qu'il aille de soi qu'une telle recherche impliquant une revue de presse dans trois quotidiens n'offre qu'une idée générale du phénomène et qu'elle ne peut donc pas être généralisée à l'ensemble de la société, il est toutefois possible d'énoncer qu'elle propose un aperçu des priorités de la population. En effet, puisque les entreprises médiatiques, basées sur une logique mercantile, doivent satisfaire les désirs de leur audience pour demeurer dans le marché, les priorités des lecteurs se reflètent ainsi, jusqu'à une certaine limite, dans les sujets les plus abordés par les différentes formes de médias, dont les quotidiens. À ce sujet, si l'on considère que les médias (écrits, télévisuels, radiophoniques, électroniques) représentent une voix d'importance non négligeable dans l'espace public, il semblait intéressant d'en prendre le pouls afin de mieux connaître l'information à laquelle la population a accès. Ainsi, l'observation de l'information présente dans la presse écrite a offert aux chercheurs du RECIM un angle d'analyse permettant non seulement une comparaison de la situation dans les trois pays, mais également une certaine vision de l'opinion et des préoccupations du public. Ces nouveaux savoirs permettront éventuellement aux membres du groupe de mieux comprendre le phénomène de l'informalité, dans chacun des pays pris individuellement ainsi que de manière comparative.

Par ailleurs, un tel projet profitera également à d'autres acteurs, notamment aux fonctionnaires de tous les paliers de gouvernement, ou encore aux personnes impliquées dans certains milieux considérés informels, comme par exemple les travailleurs sociaux ou les intervenants en toxicomanie. En ce sens, la cueillette et la mise en relation de données publiques provenant des trois quotidiens à l'étude ont permis une analyse comparative du phénomène de l'informalité différente de celles présentant uniquement la situation d'une société en particulier. De plus, il nous apparaît que les résultats obtenus lors de ce travail de recension de données ont favorisé la mise au jour d'informations qui ne sont pas nécessairement traitées comme tel dans la société (c'est-à-dire dans une mise en relation d'une masse d'information spécifique provenant des médias), favorisant l'obtention d'un portrait différent de la corruption ou de l'ambulantage par exemple. Le travail réalisé lors du stage et des activités de mobilisation des connaissances peut aussi être considéré comme pertinent par les décideurs et leurs collègues, puisqu'il renferme une bonne quantité

d'information pouvant leur être utile. En effet, si on considère que certaines pratiques informelles participent à délégitimer l'État, comme le font par exemple les guérillas et autres acteurs armés non-gouvernementaux en créant un État parallèle, il va sans dire qu'une telle source d'information peut se révéler intéressante pour comprendre la situation ailleurs et la transposer à un certain contexte. Parallèlement, certaines formes d'informalité, dont le trafic de drogue ou la vente d'objets contrefaits, privent le gouvernement de revenus non-négligeables. C'est pourquoi une recherche telle que celle abordée dans cet essai permettrait à certains acteurs gouvernementaux de mieux comprendre la situation pour éventuellement agir en ce sens. En considérant que certains autres aspects de l'informalité comme le trafic d'armes, le trafic humain ou les gangs de rue représentent un danger potentiel pour l'ensemble de la population, il est possible de croire que les acteurs publics ont tout intérêt à mieux connaître le contexte dans lequel ils évoluent, mais également celui des autres pays. Effectivement, une compréhension situationnelle permettrait du coup une analyse comparative et pourrait éventuellement mener à la mise en place d'actions ciblées visant l'amélioration d'une situation donnée.

En tant qu'étudiante à la maîtrise en Pratiques de recherche et action publique et agent d'interface, ce projet de stage allait nous permettre un accès à la fois dans le monde de la recherche et dans celui de l'action publique. En ce sens, il importait de bien comprendre les dynamiques de chacun de ces milieux pour réaliser des outils de mobilisation des connaissances correspondant aux attentes de chacun des acteurs concernés.

Questions de recherche

Lors de l'élaboration théorique et méthodologique de ce projet, l'intégration de données provenant de la presse écrite au projet général visant une définition comparative du phénomène de l'informalité en Amérique du Nord a permis de déterminer les orientations à adopter d'où ont émergé quelques questions. La question générale pourrait être énoncée comme suit :

Quelles formes prend l'informalité en Amérique du Nord et comment est-elle traitée par les quotidiens canadien, étatsunien et mexicain?

Cette interrogation nous a également amenée vers une question plus spécifique qui permettait une étude comparative du phénomène :

Quels sont les similitudes et contrastes dans les définitions de l'informalité dans ces trois pays?

Aussi, en amalgamant les connaissances acquises lors de la réalisation du cours de lectures dirigées, le présent essai vise également à répondre sommairement à la question suivante :

Quel est l'impact des médias dans la création de la problématique publique qu'est l'informel, et ce, au Canada, aux États-Unis et au Mexique?

Ce dernier aspect sera abordé dans la section « Analyse de l'influence des médias dans la création d'un problème public ».

Méthodologie

Afin d'encadrer la recherche et d'éclairer notre démarche, nous avons d'abord tenté de déterminer les termes à utiliser lors de la cueillette de données. Pour ce faire, l'équipe de recherche travaillant sur ce projet s'est réunie pour nommer notre objet d'étude. Trois grandes sections ont été formées pour offrir une définition de l'informalité la plus précise possible. Ainsi, elles se divisent d'une part dans les réseaux informels de travail et de consommation, d'autre part dans les réseaux informels liés à la circulation illicite de biens et de personnes et finalement dans la corruption. Le tableau 1 présente ces trois sections ainsi que les catégories sous-jacentes utilisées pendant la recherche. On y retrouve la nomenclature en français, en anglais et en espagnol.

Tableau 1 : Déclinaison des catégories reliées à l'informalité²

Réseaux informels de travail et de consommation		
- Ambulantage - Travail au noir	- Street vending - Work on the side, moonlighting - Sweatshops	- Ambulantaje - Trabajo negro, trabajo informal
Réseaux informels liés à la circulation illicite de biens et de personnes		
- Gangs de rue	- Street gangs	- Bandas

² L'ensemble des tableaux et figures, à l'exception du tableau 6, provient du rapport *Informalité – informality – informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique* (2009)

- Immigration clandestine - Prostitution - Trafic d'armes - Trafic de drogue - Trafic de main d'œuvre - Trafic de marchandises	- Illegal immigration - Prostitution - Arms trafficking - Drug trafficking - Workforce trafficking - Goods trafficking	- Inmigración clandestina - Prostitución - Tráfico de armas - Tráfico de drogas - Tráfico de mano de obra - Tráfico de mercancías
Corruption		
- Corruption	- Corruption	- Corrupción

Par la suite, nous avons effectué, en équipe, un remue-méninge afin de décliner ces 10 catégories en mots-clés afin d'obtenir le maximum d'occurrences pertinentes lors de la cueillette de données. L'Annexe 1 présente l'ensemble des mots-clés utilisés pour la recherche, autant pour la section des programmes gouvernementaux (effectuée par la stagiaire française) que pour la revue de presse (que nous avons réalisé pendant notre stage). C'est donc à partir de ces termes qu'à été considéré le phénomène de l'informalité. Nous considérons donc que l'informalité est un phénomène généralement présent dans des réseaux informels de travail et de consommation, dans des réseaux informels liés à la circulation illicite de biens et de personnes, ou encore dans tout ce qui a trait à la corruption. Toutefois, il importe de considérer que l'absence de normes représente la principale caractéristique des phénomènes qualifiés d'informels.

De surcroit, comme une recension des discussions radiophoniques se serait avérée difficile à effectuer dans les délais dont nous disposions, et qu'une revue des nouvelles télévisées aurait également été trop laborieuse dans ce contexte, seule une revue de la presse écrite canadienne, étatsunienne et mexicaine a été effectuée. Le choix de ce média s'explique par le fait qu'il laisse des traces particulièrement importantes et plus faciles à retracer à partir des outils technologiques dont nous disposions. Pour réaliser la revue de presse et ainsi obtenir un portrait de la définition médiatique de l'informalité, trois quotidiens ont été interrogés, soit le *Globe and Mail* (Canada), le *New York Times* (États-Unis) et le *Reforma* (Mexique). Ils ont été sélectionnés, d'une part, pour leur tirage à grande échelle et, d'autre part, pour la certaine notoriété dont ils bénéficient dans leur pays d'origine.

C'est lors de la complétion de cette partie du stage, soit l'élaboration du projet de recherche, que certaines notions théoriques acquises entre autres pendant les cours de « Méthodes de recherche » et de « Recherche bibliographique » ont pu être concrètement mises à profit.

Pour effectuer une revue de presse la plus complète possible, nous avons décliné les catégories en mots-clés qui pourraient leur correspondre. Ces mots-clés ont par la suite été inscrits dans les bases de données, soit le *Canadian Newsstand* pour le quotidien canadien et *Lexis Nexis* pour les quotidiens étatsunien et mexicain. Lors de la recension, les recherches se sont effectuées dans le champ « titre » des articles et non pas dans l'entièreté des textes. En effet, une recherche dans la totalité des articles était temporellement impossible avec les ressources disponibles. De plus, une telle démarche n'aurait pas nécessairement permis un accès aux articles les plus pertinents puisque, par exemple, l'utilisation d'un terme relié à la prostitution dans le premier paragraphe d'un article ne signifie pas nécessairement que ce dernier aborde spécifiquement ce sujet tel que nous l'entendons.

Pour le *Globe and Mail*, la période couverte s'est étendue du 1^{er} janvier 2000 au 20 mai 2009, date à laquelle la recherche a débuté. L'objectif d'une telle périodicité était d'observer s'il y avait, ou non, une variation dans le traitement médiatique réservé aux catégories définissant l'informalité avant et après les attentats du 11 septembre 2001. Toutefois, ce n'est qu'en effectuant les recherches subséquentes dans le *New York Times* et le *Reforma* que nous avons constaté que les archives du quotidien mexicain n'offrent aucun accès aux parutions antérieures au 1^{er} janvier 2004. C'est pour cette raison, soit par souci d'uniformité, que les premières dates recensées du *New York Times* ont également été restreintes au 1^{er} janvier 2004. Du coup, l'observation d'un potentiel contraste dans le traitement réservé à l'informalité avant et après lesdits attentats n'a plus été possible, bien que quelques articles abordent tout de même certaines mesures adoptées après le 11 septembre 2001.

Lors de la cueillette de données, une première recherche par catégorie comprenant tous les mots-clés utilisés pour la décrire a été effectuée, fournissant ainsi un aperçu brut de l'importance de la catégorie pour le quotidien. Ensuite, chacun des mots-clés était passé en revue individuellement afin de connaître les occurrences pouvant y être reliées, et ainsi mesurer l'importance de chacun d'eux dans la catégorie générale. Afin d'obtenir une uniformité d'enregistrement des données, tous les résultats ont été notés dans un chiffrier Excel. Cette méthode nous a permis d'observer tout au long de la recherche quels mots-clés recensaient le plus grand nombre d'occurrences et définissaient donc le mieux la catégorie. Ainsi, un premier traitement quantitatif superficiel a été effectué, lequel a fourni un aperçu brut de l'importance accordée à chaque catégorie pour les quotidiens. La figure

suivante présente le nombre d'articles recensés, pour chacune des catégories, dans les trois pays à l'étude.

Nombre d'articles disponibles*

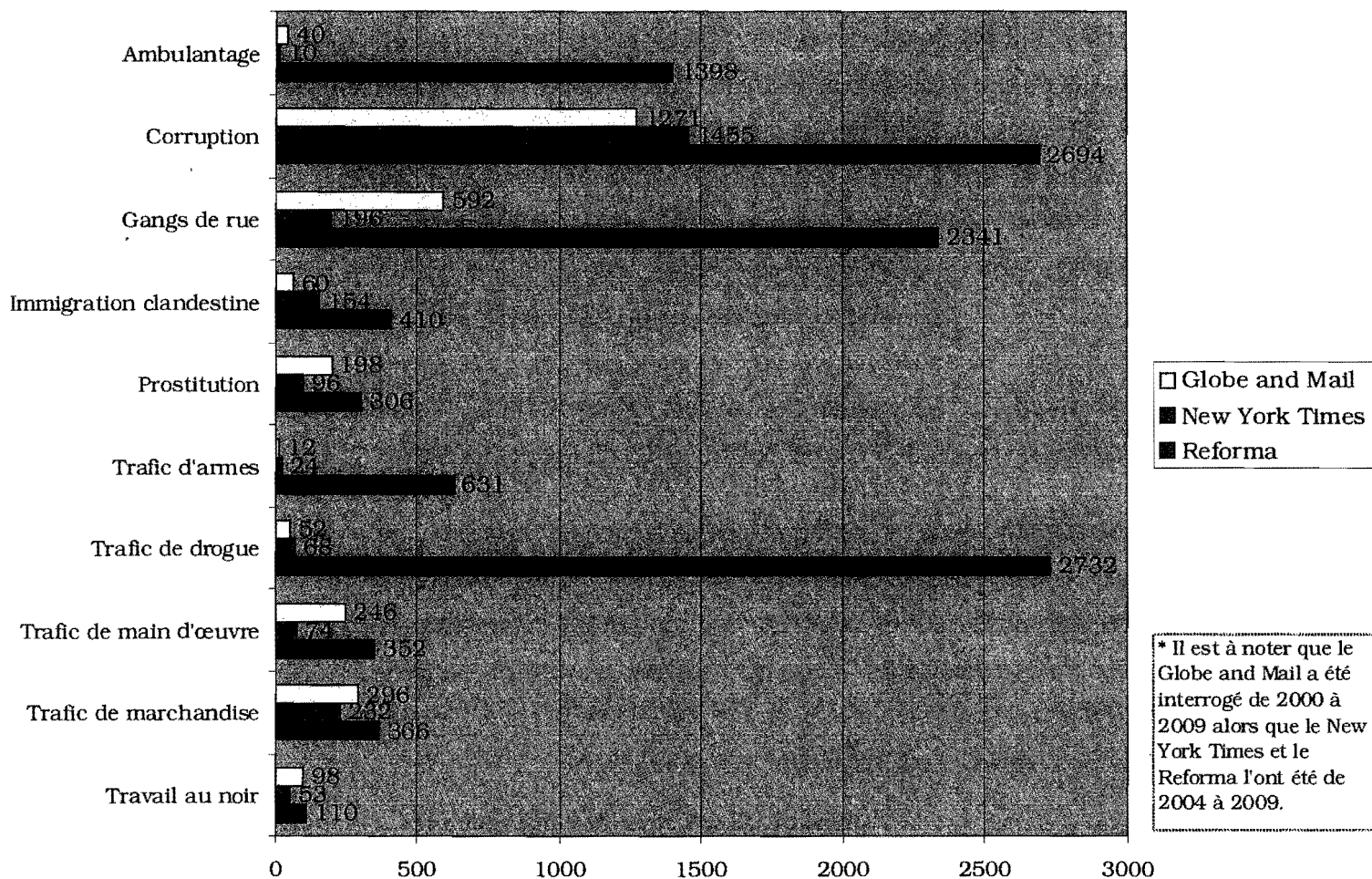


Figure 1 : Nombre d'articles recensés

Cette démarche quantitative était préalable à une analyse de contenu thématique plus fine, réalisée avec un nombre d'articles beaucoup plus restreint. Pour le *Globe and Mail*, lorsque le nombre d'articles trouvés dépassait 300, un échantillonnage aléatoire visant à recueillir un maximum de 300 articles était effectué. Toutefois, les échantillons aléatoires du *New York Times* et du *Reforma* ont été réduit à un maximum de 100 titres, et ce, compte tenu du temps requis à l'analyse de quelques 300 titres. Ces échantillons ont été tirés, tel que l'explique Martin (2007), de manière probabiliste parmi la totalité des articles, en suivant une séquence spécifique à chacune des catégories et particulière à chacun des quotidiens. Plus

précisément, il s'agissait d'un échantillon aléatoire simple qui accordait « [...] à chaque individu une **chance connue égale et non nulle d'être choisi.** »³ (Beaud, 2004). Tout au long de la revue de presse, un tirage exhaustif était effectué, même lorsque les résultats offraient plusieurs copies d'un même article, comme *Lexis Nexis* l'a fait avec le *Reforma*. Lors de ce volet plus quantitatif, les titres de chacun des articles des échantillons disponibles ont été passés en revue. À cette étape, les thèmes récurrents de chacune des catégories étaient notés afin de permettre par la suite une meilleure analyse qualitative des données recueillies. C'est également lors de cette lecture des titres que certains articles ont été retenus, soit les textes qui semblaient les plus pertinents et généralisables relativement aux thèmes récurrents pour la catégorie à laquelle ils étaient associés. À la suite de ces démarches, 10 à 20 articles ont été choisis et téléchargés pour être attentivement lus et analysés, pour un total variant entre 100 et 150 articles par pays. Une telle démarche visait à faire ressortir le langage utilisé pour décrire le phénomène ainsi que la charge normative des termes utilisés. Cette partie qualitative a permis de saisir de manière plus approfondie la signification de chacune des catégories pour les trois quotidiens.

Le tableau 2 présente le nombre d'articles trouvés et retenus pour chacun des quotidiens interrogés. Au premier abord, on observe que les termes utilisés dans cette recherche pour décrire l'informalité ont été plus souvent répertoriés dans le quotidien mexicain, tel que le démontrent ces résultats. Ainsi, une première conclusion partielle a pu être dégagée de l'analyse quantitative selon laquelle le phénomène de l'informalité semble plus important au Mexique, du moins dans les pages du *Reforma*.

Tableau 2 : Répartition des articles traités

	Résultats	Articles retenus
Globe and Mail	2865	122
New York Times	2415	101
Reforma	11 340	155

Les articles retenus ont été sélectionnés, d'une part, pour leur exemplification de la catégorie à laquelle ils appartiennent et, d'autre part, pour leur représentativité de cette catégorie. Ces critères ont été importants dans la sélection, puisque l'objectif de la démarche résidait dans l'élaboration d'un portrait plus large du phénomène dans les pays à

³ Le gras et l'italique sont de Beaud

l'étude. C'est pourquoi les cas isolés, les procès ou les histoires personnelles ont généralement été mis de côté pour l'analyse qualitative (tout en étant recensés pour l'analyse thématique) et que les textes abordant des règlements ou des projets de loi ont été favorisés. Toutefois, il est arrivé que des nouvelles ayant fait les manchettes pendant plusieurs semaines (tels que des cas de tueurs en série) aient été conservées, afin de démontrer la forme que peut aussi prendre une catégorie pour un pays. De façon générale, la pertinence des articles était évaluée sur la représentativité du phénomène traité en relation avec la catégorie dans laquelle ils se classaient pour le pays étudié. Rappelons que la réalisation d'une telle démarche avait comme objectif de mieux connaître le niveau de généralisation possible de chacun des articles pour le pays dans lequel ils avaient paru, puisqu'au final nous espérions fournir un portrait global de l'informalité en Amérique du Nord.

Lors de la revue de presse, le *Globe and Mail* a été le premier quotidien interrogé, et ce, pour plusieurs raisons. D'abord parce qu'il nous accordait une certaine familiarisation avec la méthode de la recherche, mais également parce que nos connaissances préalables de l'actualité canadienne permettaient de bien saisir les différents éléments inhérents à une telle démarche. La recherche dans ce quotidien s'est effectuée en 84 heures, celle du *New York Times* en 32 heures et celle du *Reforma* en 65 heures. À ces laps de temps doivent cependant être ajoutés le temps requis pour organiser les données après la cueillette ainsi que l'importation dans EndNote des références des articles.

Comme mentionné précédemment, une fois cette recension terminée, une évaluation plus qualitative des données recueillies a été réalisée. À l'aide de la liste des thèmes récurrents pour chacune des catégories dans les trois pays, un premier document d'analyse de la revue de presse a été rédigé, comprenant, entre autres, la méthodologie utilisée pour la recherche ainsi qu'une description des quotidiens étudiés. Chacune des catégories y était décrite spécifiquement en relation avec les articles recensés. On y retrouvait une analyse des thèmes les plus importants, exemplifiés par des extraits d'articles où étaient exposés le langage utilisé pour décrire le phénomène et l'angle avec lequel il était abordé. Certaines figures ont également été ajoutées afin de faciliter la lecture du document pour les acteurs publics. La complétion de ce document s'est effectuée vers le milieu du mois d'août.

DEUXIÈME PARTIE : RÉSULTATS ET ANALYSE

LA DÉFINITION DE L'INFORMALITÉ EN AMÉRIQUE DU NORD, COMPARAISON ENTRE LA REVUE DE PRESSE ET LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

Bien que la visée première de cet essai fût de rendre compte, de manière réflexive, de l'expérience du stage et des activités de transfert de connaissances, il nous semblait important d'inclure ici certains résultats obtenus lors de la réalisation du projet. Bien entendu, ce survol n'offre pas tout l'éventail analytique effectué lors de la rédaction du document, mais il procure tout de même un excellent aperçu de ce que représente l'informalité dans la revue de presse et les programmes gouvernementaux étudiés.

Revue de presse

Pour chacun des quotidiens, les deux catégories les plus importantes seront détaillées et une déclinaison des thèmes récurrents ainsi qu'un résumé analytique du phénomène seront présentés.

Canada

Tel que mentionné précédemment, la cueillette de données a permis la recension de quelque 2 865 articles pour le *Globe and Mail* seulement. La figure 2 présente la répartition de ces articles pour chacune des catégories.

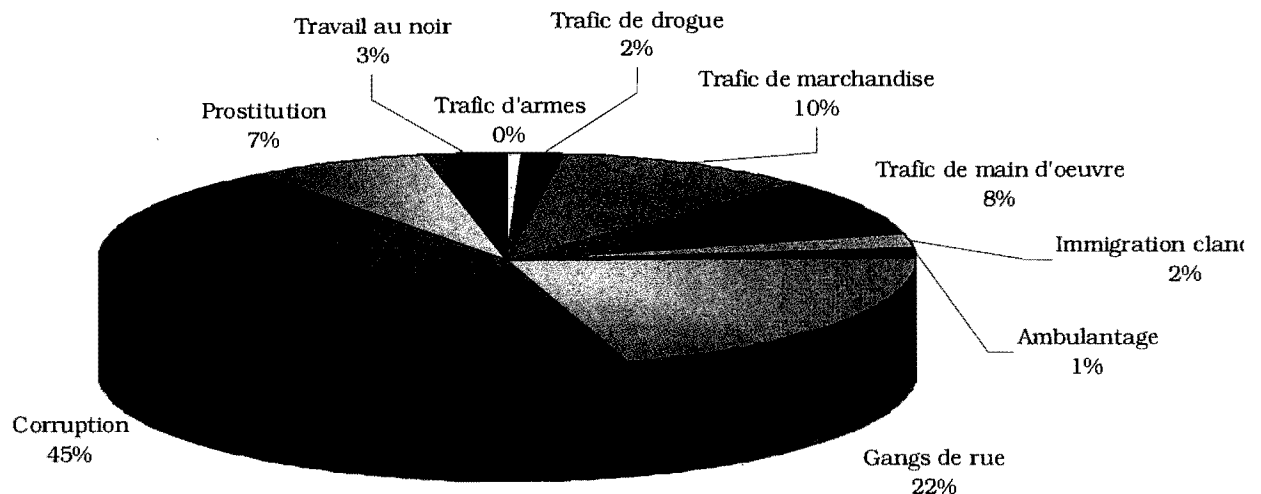


Figure 2 : Articles recensés, *Globe and Mail*

À sa lecture, il est possible de constater que la corruption (45 %) et les gangs de rue (22 %) occupent une place importante dans les sujets traités par ce quotidien, contrairement au trafic d'armes et à l'ambulantage par exemple. Au sujet de la corruption, quelques thèmes sont prépondérants dans la couverture médiatique offerte relativement à ce phénomène au Canada. On y retrouve des accusations de corruption portées envers des politiciens de différents paliers de gouvernement, des policiers accusés de corruption ainsi que des prestataires de l'Aide sociale accusés de fraude. Contrairement aux deux autres pays étudiés, la corruption au Canada ne semble pas un sujet sensationnel inquiétant outre mesure, sauf si les pressions viennent d'ailleurs (telle que l'importance accordée à l'antiterrorisme par d'autres nations).

Pour la catégorie des gangs de rue, les thèmes récurrents, en ordre d'importance, sont :

- certaines actions des motards criminalisés;
- les Hells Angels;
- certaines actions des gangs : meurtres, actions policières visant les gangs, statistiques relatives au phénomène;
- des ententes interprovinciales pour lutter contre les gangs;

Au Canada, tout comme aux États-Unis et au Mexique, la situation des gangs de rue est perçue comme critique et alarmante. De plus, on observe un déplacement des inquiétudes de la mafia et des motards criminalisés vers les gangs de rue. « On s'inquiète aussi du déplacement de cette criminalité organisée vers la jeunesse, qui est perçue comme plus imprévisible » (Cossette J. et M. Bastiat, 2009). Dans l'ensemble des quotidiens, le débat est fortement lié à l'immigration, mais surtout à l'immigration clandestine. Par ailleurs, nous avons noté que le ton utilisé par les quotidiens pour décrire la situation est parfois moralisateur.

États-Unis

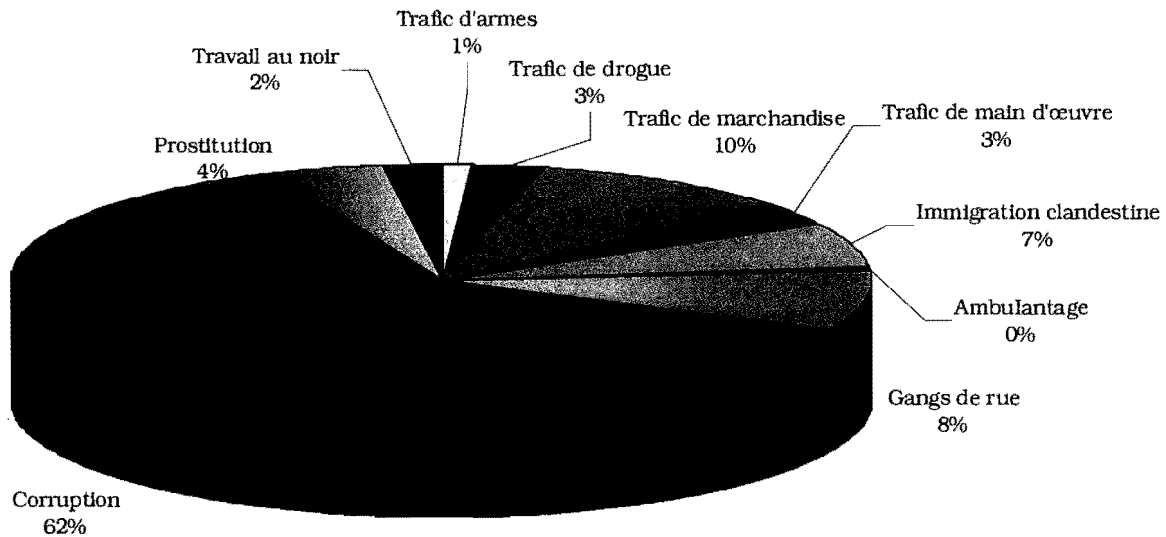


Figure 3 : Articles recensés, *New York Times*

On peut ici observer que, tout comme pour le *Globe and Mail*, la corruption (62%) occupe un espace non négligeable de la couverture médiatique du *New York Times*. Cette catégorie se décline en quatre thèmes importants, soit :

- des procès;
- des exemples de corruption ailleurs dans le monde;
- de la corruption en Irak;
- des accusations portées dans l'industrie de l'assurance et dans le système de santé

Si on considère l'importance de la couverture de sujets internationaux pour ce quotidien, il va de soi que certains thèmes sont liés à des exemples du phénomène ailleurs dans le monde. Aussi, il est possible de noter un ton plus alarmiste aux États-Unis : « [...] et le fait que les procès soient le thème le plus traité est un signe de ce que les politologues appellent la judiciarisation de la vie politique américaine. » (Cossette J. et M. Bastiat, 2009). De plus, le *New York Times* propose plusieurs articles concernant des scandales de mœurs tels que l'inscription, par un gouverneur, de dépenses relatives à des services offerts par des travailleuses du sexe dans son allocation de dépenses. Enfin, dans ce pays plusieurs articles sont liés à des comparaisons avec des événements marquants comme le terrorisme et la crise financière, tout en étant liés au secteur privé.

Puisque la corruption accapare de façon importante la couverture de ce quotidien, l'apport des autres catégories ne peut qu'être minime.

La deuxième catégorie en importance est celle du trafic de marchandises (10 %), qui inclut également inclus le trafic humain. Elle se décline en plusieurs thèmes tels que :

- des exemples de trafic de marchandises ailleurs dans le monde;
- des procédures relatives à des procès concernant le *smuggling*;
- du *people smuggling*, du *drug smuggling* et du *smuggling* de marchandises;
- la corruption des agents douaniers en rapport avec le *smuggling*;

À ce sujet, nous avons noté que le *New York Times* adopte parfois un ton paternaliste, comme le démontre l'utilisation du mot « *care* » dans le sens de « prendre soin ». Aussi, nous trouvons, dans les articles, une certaine coopération bilatérale entre les États-Unis et le Mexique concernant des dossiers spécifiques au trafic de marchandises.

Mexique

Tel que mentionné plus haut, ce quotidien représente celui dont les articles traitent le plus des différentes problématiques liées à l'informalité, du moins selon les catégories déterminées par le RECIM. Ses 11 340 articles sont répartis plus également dans les 10 sections, comme le démontre la figure 4.

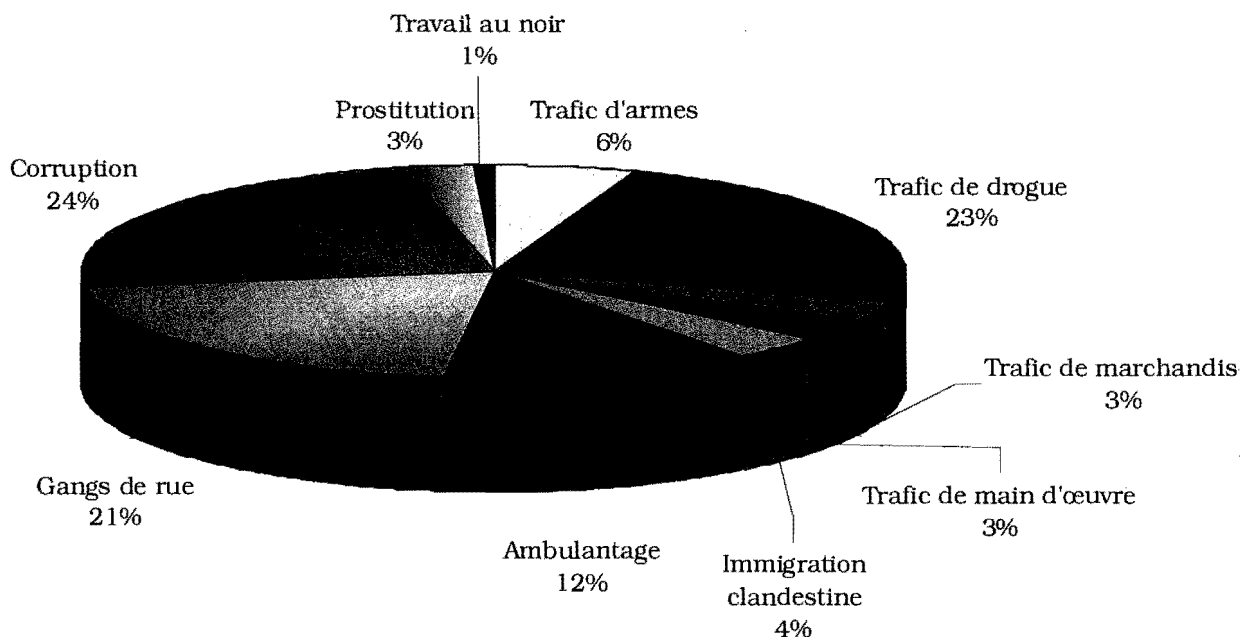


Figure 4 : Articles recensés, *Reforma*

Tout comme au Canada et aux États-Unis, la corruption (24%) occupe la première place des sujets abordés. Le regroupement des thèmes se traduit ainsi :

- des accusations de corruption portées envers un ministère public, des fonctionnaires, des politiciens et les élections;
- des policiers accusés de corruption;
- des accusations de corruption portées envers la Zona Plateada de Pachuca (ZPP) et le secteur immobilier;

Dans les articles du *Reforma*, le nombre de textes de cette catégorie est proportionnellement moins élevé que dans les deux autres quotidiens, car la répartition entre les catégories est plus uniforme. Le ton utilisé est par contre plus critique qu'au Canada et aux États-Unis et y est souvent lié à l'inefficacité ou l'inaction de l'État. Aussi, il transparaît dans ces textes une inquiétude quant à la montée en importance des narcotrafiquants, en relation avec la corruption des policiers.

Deuxième catégorie en importance, le trafic de drogue occupe aussi une portion considérable (23 %). Les sujets les plus traités concernent des statistiques sur des assassinats liés aux *narcos*, des mesures pour contrer ces groupes ainsi que des arrestations. D'un point de vue analytique, on peut déceler une augmentation du sentiment d'insécurité dans ce pays, d'autant plus que plusieurs articles « questionnent de front la capacité de régulation de l'État qui n'a plus de contrôle sur le territoire » (Cossette J. et M. Bastiat, 2009). Le trafic de drogue est également lié à la corruption, que ce soit au niveau de l'État ou des policiers, alors qu'on parle « d'infiltration » et de « pénétration » de ces milieux.

Comparaison entre la revue de presse et les programmes gouvernementaux

Les résultats des programmes gouvernementaux mentionnés dans cette section sont une agrégation des trois paliers de gouvernement, soit le fédéral, le provincial (ou l'état) et le municipal⁴. Les données détaillées n'ont pas été incluses dans ce rapport, d'une part parce

⁴ « Le Canada, les États-Unis et le Mexique sont trois pays fédéraux. Notre recherche a porté sur ces trois systèmes nationaux ainsi que le Québec et Montréal, la Californie et Los Angeles ainsi que le District Fédéral et Mexico. La récolte de données avait pour objectif de recenser toutes les actions gouvernementales (lois, programmes, etc) mis en place entre le 1er janvier 2000 et le 1er avril 2009. » (Cossette J. et M. Bastiat, 2009)

que cette section a été réalisée par une autre stagiaire et, d'autre part, parce que nous avons jugé qu'il serait plus pertinent d'offrir un agrégé des résultats plutôt qu'une longue énumération.

Canada

Tableau 3 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse au Canada

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse <i>Globe and Mail</i>
Ambulantage	0 %	1 %
Corruption	11 %	45 %
Gangs de rue	35 %	22 %
Immigration clandestine	2 %	2 %
Prostitution	16 %	7 %
Trafic d'armes	5 %	0 %
Trafic de drogue	12 %	2 %
Trafic de main-d'œuvre	11 %	8 %
Trafic de marchandises	8 %	10 %
Travail au noir	0 %	3 %

À la lecture de ce tableau, il est possible d'observer que les programmes gouvernementaux diffèrent à plus de 9 % de la revue de presse pour quatre catégories, soit la corruption, les gangs de rue, la prostitution et le trafic de drogue.

Au sujet de la corruption, la plupart des politiques publiques élaborées pour contrer ce phénomène sont liées aux membres du crime organisé ainsi qu'aux gangs de rue. Elles visent en fait à les empêcher d'effectuer du blanchiment d'argent en utilisant les produits de la criminalité pour financer leurs actions. Comme le blanchiment d'argent faisait partie des mots-clés utilisés dans la catégorie corruption, et ce, même s'il ne correspond finalement pas exactement à cette catégorie, il est possible de considérer que les programmes visant à inhiber le crime organisé et les gangs de rue viennent augmenter la proportion de mesures visant à enrayer la corruption. Du côté du *Globe and Mail*, peu d'articles abordent le blanchiment d'argent et autres actions criminelles, mais on retrouve plutôt une multitude de cas de fraude, le plus souvent liés à certains scandales financiers et événements politiques.

Plus précisément concernant le blanchiment d'argent, il nous apparaît important de souligner ici une erreur dans la constitution de la liste de mots-clés. Maintenant que la recherche est terminée, il semble que le blanchiment d'argent n'aurait pas dû se retrouver dans la catégorie corruption, mais aurait pu être inséré dans une nouvelle catégorie nommée « fraude ». En effet, ce terme aurait préférentiellement dû être distingué de la corruption. Malgré cette « erreur », il nous apparaît que les résultats sont tout de même très intéressants et pertinents.

Concernant la différence entre la couverture médiatique de la corruption et les politiques publiques visant à enrayer ce phénomène, elle peut être attribuée, du moins en partie, à la difficulté inhérente à la mise en place d'actions ou de programmes visant à contrer les pots-de-vin ou la fraude, par exemple.

Ensuite, concernant le trafic de drogue et la prostitution, l'écart entre la couverture médiatique et les politiques publiques ciblant ces phénomènes peut être justifié par le fait que la presse, répondant généralement à la demande informationnelle de la population, mettrait de côté ces sujets qui, par leur chronicité, sont moins susceptibles d'attirer l'attention des lecteurs. Ainsi, les entreprises de presse préféreraient des nouvelles plus « flamboyantes » que celles liées aux phénomènes du trafic de drogue et de prostitution.

Enfin, au sujet des gangs de rue, la différence de 13 % en faveur des programmes gouvernementaux permet d'observer l'importance que prend ce phénomène pour les politiques publiques. Plus précisément, on note un nombre appréciable de mesures visant les gangs de rue majoritairement au niveau du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal.

États-Unis

On peut remarquer, dans le tableau 4, que quatre des cinq catégories où la couverture médiatique diffère de façon importante des politiques publiques sont les mêmes que pour le Canada, auxquelles s'ajoutent le trafic de main-d'œuvre. Les arguments concernant les quatre premières catégories peuvent ici être répétés, dû à la similitude des traitements dans ces deux pays.

Tableau 4 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse aux États-Unis

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse New York Times
Ambulantage	1%	0%
Corruption	8%	62%
Gangs de rue	20%	8%
Immigration clandestine	14%	7%
Prostitution	13%	4%
Trafic d'armes	5%	1%
Trafic de drogue	18%	3%
Trafic de main-d'œuvre	13%	3%
Trafic de marchandises	5%	10%
Travail au noir	2%	2%

Concernant le trafic de main-d'œuvre, l'importance accordée à cette catégorie par les politiques publiques peut être expliquée par les nombreux programmes mis en place par l'Administration Bush pour contrer l'immigration clandestine et le trafic de main-d'œuvre, car la période où il a dirigé le pays correspond justement avec la périodicité retenue.

Mexique

Au Mexique, les écarts les plus significatifs entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse se situent au niveau de la corruption, de la prostitution et du trafic de drogue.

Dans le tableau 5 on remarque que, relativement à la corruption et la prostitution, les mêmes justifications apportées pour les deux pays précédents peuvent être avancées ici, soit un problème dans la régulation étatique du phénomène et un désintérêt du public. Au sujet de la prostitution, il importe également de souligner l'importante couverture des meurtres de prostituées et des *femicidios*, néologisme utilisé pour désigner le meurtre de femmes.

Tableau 5 : Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse au Mexique

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse <i>Reforma</i>
Ambulantage	9%	12%
Corruption	13%	24%
Gangs de rue (banda)	18%	21%
Immigration clandestine	4%	4%
Prostitution	19%	3%
Trafic d'armes	3%	6%
Trafic de drogue	12%	23%
Trafic de main-d'œuvre	9%	3%
Trafic de marchandises	4%	3%
Travail au noir	9%	1%

Pour le trafic de drogue, ce phénomène est beaucoup plus couvert par le *Reforma* (23%) que par les politiques publiques (12%). Ce traitement médiatique considérable peut être associé au fort sentiment d'insécurité présent dans le pays, une résultante de la montée en importance de la domination des narcotrafiquants. De plus, les résultats des politiques publiques occultent certaines actions *ad hoc* ou plus récentes puisqu'un certain laps de temps est nécessaire pour qu'un programme soit mis en place et qu'il entre par la suite dans les bases de données.

ANALYSE DE L'INFLUENCE DES MÉDIAS DANS LA CRÉATION D'UN PROBLÈME PUBLIC

La littérature existante comporte une multitude d'écrits abordant la relation entre les médias et le public. Qu'il s'agisse de la presse écrite, de la télévision, de la radio ou d'Internet, les opinions concernant l'influence de ces courroies de transmission sont multiples. Un grand nombre d'auteurs traitent, à l'intérieur de divers contextes, de l'impact des médias dans la formation de l'opinion publique⁵. Bien que les perspectives diffèrent selon les écoles de pensées, nous croyons qu'il convient d'effectuer une certaine analyse des écrits traitant de l'impact des médias en relation avec les données recueillies pour chacun des pays à l'étude.

⁵ Exemples d'auteurs : Berthelot-Guiet et Ollivier-Yaniv, 2001; Iorio Sharon H. et Susan S. Huxman 1996; Simon et Jerit, 2007

En ce sens, il semble à-propos de réitérer ici la question sur laquelle se base toute cette analyse, soit : quel est l'impact des médias dans la création de la problématique publique qu'est l'informel, et ce, tant au Canada et aux États-Unis qu'au Mexique? La portée de cette interrogation peut être mesurée par l'importance qu'elle prend pour le RECIM, à savoir qu'elle expose, du moins quelque peu, le contexte spécifique à chaque pays pour alimenter la démarche comparative.

Théories sur l'influence des médias

L'*agenda-setting*

Les diverses théories traitant des effets des médias, ainsi que de leurs pouvoirs de régulation et de conviction sont particulièrement nombreuses. Une d'entre elles, le modèle de l'*agenda-setting*, a été élaborée par les chercheurs Maxwell E. McCombs et Donald L. Shaw. Même âgé de 37 ans, le concept d'*agenda-setting* semble toujours adéquat dans le contexte médiatique actuel. Ce modèle de mise à l'agenda, élaboré à la suite de l'élection présidentielle américaine de 1944, présente les médias comme un médium influençant l'attention de l'opinion publique sur des sujets précis. Tel que cité par Kosicki (1993), les initiateurs du modèle de l'*agenda-setting* le définissent aussi comme :

Agenda-setting is about more than issue or object salience. The news not only tells us what to think about; it also tells us how to think about it. Both the selection of topics for the news agenda and the selection of frames for stories about those topics are powerful agenda-setting roles and awesome ethical responsibilities.

Pour sa part, Gingras (2003) aborde ce phénomène de façon similaire, en considérant le fait que « Les médias ne dictent pas la pensée des gens [...], mais indiquent les sujets sur lesquels les citoyens et les citoyennes doivent pouvoir opiner. L'agenda des médias, c'est-à-dire la liste de préoccupations socialement ou politiquement importantes, devient l'agenda des individus. »

À partir de ces informations, on remarque que les sujets jugés prioritaires par les médias sont aussi choisis et hiérarchisés par le public en fonction de l'importance qui leur est accordée par ces diffuseurs d'information. En ce sens, il s'avère que les médias peuvent « [...] contrôler la visibilité des candidats, la publicité donnée à leurs actions [...] légitimant ainsi certaines figures plutôt que d'autres (Rieffel, 2005) ».

Depuis ses débuts, la recherche autour du concept d'*agenda-setting* a constamment évolué et, selon Cayrol (cité par Gingras 2003), elle intègre « [...] désormais des préoccupations liées aux contenus des médias, aux conditions de productions, aux pratiques de communication et aux influences sur les choix des décideurs; la dynamique entre les médias, les décideurs et la population constitue l'objet privilégié de nombreux travaux. » À la lumière de cette affirmation, le postulat selon lequel les médias possèdent un certain pouvoir de régulation et d'influence du social peut facilement être énoncé. De plus, nombreux sont les auteurs qui attribuent aux médias la possibilité de décider des informations à mettre à l'avant-scène et celles à négliger. Cette technique permet ainsi de concentrer l'attention collective sur des thèmes, des objets, des individus, tout en délaissant des sujets plus délicats ou plus gênants pour certains acteurs de la société.

lorio et Huxman (1996) ont également travaillé sur l'impact des médias en relation avec le concept de *framing*⁶ ainsi que la hiérarchisation des préoccupations du public. Ces auteures se basent sur une de leurs recherches selon laquelle les préoccupations majeures des individus interviewés vont de pair avec les sujets les plus traités dans la presse écrite au cours de la même période. Lors de cette recherche, elles ont entre autres pu corroborer la notion d'*agenda-setting* selon laquelle la couverture médiatique façonne le débat public. Malgré le fait que certains facteurs tels que les sujets discutés pendant l'entrevue ou les préoccupations personnelles des répondants viennent quelque peu influencer l'ordre d'énonciation des priorités des individus interviewés, la présence concomitante d'un partage par tous les citoyens des problèmes civiques révèle une occasion intéressante pour les médias de mettre en valeur une certaine couverture des nouvelles.

Pour illustrer ces propos, la couverture médiatique du phénomène des gangs de rue aux États-Unis pourrait être insérée ici. Représentant 22 % du tirage du *Globe and Mail* et 21 % du *Reforma*, ce sujet n'obtient toutefois que 8 % du tirage du *New York Times*. Il va de soi que la recherche réalisée pendant le stage n'offrait pas un paysage complet concernant les sujets de prédilection des médias nord-américains, mais il n'en demeure pas moins que les gangs ne représentent pas un sujet prioritaire pour le quotidien étatsunien interrogé. Est-ce à dire que les gangs de rue ne font pas partie du paysage sociétal de ce pays? Que les

⁶ Selon la théorie de Goffman, toute activité de socialisation comporte des cadres, qui entretiennent des rapports entre eux et qui fixent les interactions en leur donnant un sens. Donc, dans le cas à l'étude, les cadres représentent en quelque sorte l'angle privilégié par les diffuseurs pour le traitement de l'information, la construction du sens et l'analyse du contenu diffusé.

gangs de rue sont beaucoup plus présentes au Canada et au Mexique? D'une part, 14 % des programmes gouvernementaux des États-Unis visent à enrayer ce phénomène, qui n'est donc pas aussi banal qu'un lecteur du quotidien pourrait le croire. D'autre part, les nombreuses manifestations reliées aux gangs de rue dans les films étatsuniens laissent entendre que ce phénomène est bien présent chez nos voisins du Sud. Le faible traitement médiatique de la part du *New York Times* pourrait, par conséquent, laisser croire à la population que les gangs sont quasi absentes du territoire étatsunien, d'autant plus que lorsque le *New York Times* aborde le sujet, c'est généralement pour rapporter des cas de gangs ailleurs dans le monde. Ainsi, il serait intéressant d'effectuer des entrevues auprès des lecteurs du *New York Times* afin de déterminer quel rang occupe le phénomène des gangs dans leur hiérarchie de sujets prioritaires.

L'*agenda-building*

Théorie élaborée par Kurt et Gladys Lang (1983), l'*agenda-building* se retrouve dans la même veine que celle de l'*agenda-setting*. Selon Gingras (2003), cette théorie propose une triade informationnelle d'influence dynamique entre les médias, les décideurs et la population. En effet, selon cette auteure « [...] l'influence des médias dans la formation des opinions individuelles ne dépend pas uniquement de l'importance accordée par les médias, mais aussi de la familiarité et de la connaissance des sujets auprès du public ». Ce modèle propose des liens entre la nature des problèmes mis à jour, l'importance de la couverture médiatique des phénomènes déterminés comme prioritaires et l'impact des médias dans la constitution des opinions individuelles. Lorsque le public possède beaucoup d'information sur un sujet donné, une couverture médiatique minime de ce sujet sera amplement suffisante pour lui permettre d'occuper une place hiérarchique non négligeable dans les priorités qui seront nommées par les citoyens. Toutefois, une telle situation engendrera un faible impact des médias, et ce, compte tenu des connaissances préalables que possède le public sur la question. Par ailleurs, lorsqu'un nouveau sujet fait son apparition dans la sphère publique, l'influence des médias sera généralement plus grande puisqu'ils sont le plus souvent la seule courroie de transmission de l'information vers le public, et que ce dernier n'aura pas d'a priori sur la question.

Par exemple, malgré le fait que l'augmentation des impôts devient cycliquement une priorité médiatique, l'influence des médias sur l'opinion de la population n'est que peu importante, les citoyens possèdent déjà des idées toutes faites sur le sujet. Autre exemple, les

développements concernant la « pandémie » de la grippe AH1N1, ou toute autre nouvelle inconnue jusqu'à sa parution pourront influencer l'opinion du public de par leur primauté médiatique. On peut ainsi faire un parallèle avec le phénomène des *feminicidios* au Mexique, terme utilisé à la suite d'une série de meurtres de plusieurs femmes à *Ciudad Juárez* et qui n'ont toujours pas été élucidés. Ce terme est entré dans le vocabulaire de la population après son utilisation par plusieurs cercles de militants. Qui plus est, l'insertion de ce concept dans le vocabulaire des individus occupant des postes au pouvoir politique ainsi que leur démonstration d'apathie à ce sujet ont également contribué à la popularisation de cette expression.

Le *framing* ou les effets de cadrage

Tel qu'énoncé plus haut, le *framing* représente un modèle analysant les impacts des médias sur l'opinion publique (Iorio et Huxman). Ce concept compris comme « l'angle sous lequel on traite une question [et qui] suscite des interprétations différentes de la part du récepteur » (Rieffel, 2005), affirme également que les médias ont la capacité d'influencer nos opinions face à certains sujets, par exemple la politique. En ce sens, on pourrait énoncer que ces cadres « guident » les réflexions du public (Iorio et Huxman, 1996). Par ailleurs, on remarque que ce concept est particulièrement intégré par les politiciens puisqu'ils s'efforcent constamment de proposer une image favorable de leurs projets et de leur personne. Pour ce faire, ils mettent de l'avant leurs réussites, tout en tentant de s'attribuer les situations positives. Du même coup, ils en profitent pour tenter de discréditer leurs adversaires en démontrant les failles présentes dans leurs politiques. Encore une fois, il s'agit de proposer une situation positive importante en adoptant un angle avantageux avec comme objectif de faire adhérer le public à leurs convictions et favoriser une certaine ligne de pensée.

Ainsi, malgré toutes les actions discutables du Premier ministre Stephen Harper (coupures dans le financement des programmes sociaux, coupures dans le financement de la recherche, prorogation du Parlement, augmentation du financement des Forces canadiennes, etc.), il n'en demeure pas moins qu'il a, encore une fois, été réélu. Même après tous les récents débats concernant son plan environnemental, l'image du chef des Conservateurs n'est pas complètement négative. Cette situation démontre bien que les personnes chargées des communications dans son Cabinet font de l'excellent travail, soulignant dans les médias les réussites de leur chef tout en tentant de taire stratégiquement ses actes plus négatifs (méthode généralement admise dans notre

société). Ainsi, le travail de cadrage de ses attachés de communication semble bien fonctionner puisque les intentions de vote se situent encore au-dessus de 30 %. L'accent est mis sur ses réussites et on oublie aussitôt les raisons pour lesquelles on critiquait tant sa gestion du pays.

La création d'un problème public

Bien que plusieurs phénomènes peuvent être qualifiés de problèmes, la portion d'entre eux pouvant porter le titre de « problème public » est beaucoup plus restreinte. En ce sens, certains auteurs ont précisément abordé cette question avec l'objectif initial de fournir une définition ou une explication de ce phénomène.

Tout d'abord, Hilgartner et Bosk (1988) définissent les problèmes publics comme une condition ou une situation putative étiquetée comme un problème dans les arènes du discours et de l'action publique. Ils sont développés et définis de manière collective dans des arènes publiques spécifiques telles que les branches exécutives et législatives du gouvernement, le cinéma, la Cour, les médias (nouvelles télévisées, radio, journaux, magazines), etc. Ce sont dans ces institutions que les problèmes publics sont sélectionnés, formulés, discutés, définis, cadrés et dramatisés, et ce sont également dans ces institutions qu'ils sont présentés à la population. De plus, les problèmes définis comme publics ont différents modes de vie qui dépendent de leur nature ainsi que de l'importance qui leur est accordée. Certains occuperont une place prépondérante au sein de l'espace public alors que d'autres ne seront abordés que brièvement. Comme exemple de la création d'un problème public par différentes instances, on peut ici évoquer les nombreux procès pour meurtres de travailleuses du sexe ou actes de violence commis envers ces personnes en Colombie-Britannique et en Alberta.

Premier thème en importance dans le *Globe and Mail* pour la catégorie Prostitution du rapport *Informalité – informality – informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique* (2009), ces procès accusant des individus d'avoir commis différentes formes de violences envers des travailleuses du sexe peuvent ainsi correspondre à un problème d'ordre public, créé entre autres par différentes arènes publiques telles que les Cours de justice et les médias. Ainsi, ce qui semblait vouloir n'être au départ « que des prostituées » s'avère, depuis quelques années, un sujet fort important

pour le quotidien lorsqu'il traite de prostitution. Les histoires tragiques se multiplient dans le quotidien si bien qu'elles représentent une bonne part des articles recensés pour la catégorie Prostitution. On note également certaines mesures visant l'amélioration de la situation de ces femmes, instaurées entre autre à Edmonton et à Vancouver. Ainsi, il est possible de croire que le contexte particulier vécu par les travailleuses du sexe prend la forme d'un problème d'ordre public, car non seulement les médias rapportent les activités de la Cour, mais une certaine mobilisation s'opère auprès de divers acteurs pour tenter de faciliter la vie de ces travailleuses informelles.

Un autre aspect important des problèmes publics, souligné dans *The rise and fall of social problems : a public arenas model* (Hilgartnerand et Bosk, 1988), concerne la « capacité de charge » des arènes publiques. Selon les auteurs, le nombre de problèmes pouvant obtenir l'attention généralisée à un moment précis est très limité. Comme les institutions ont une possibilité maximale de traitement des problèmes publics, une dynamique de compétition émerge entre les problèmes pour obtenir l'attention des institutions ainsi que celle du public. Les problèmes apparaissant comme les plus importants pour les acteurs clés seront traités comme tels par les médias, alors que les autres auront au plus la chance d'être diffusés quelques fois.

De leur côté, Kitsuse et Spector (1973) perçoivent les problèmes publics comme les doléances et revendications adressées par des mouvements de groupes concernant certaines conditions putatives. L'émergence d'un problème public est donc conditionnelle à l'organisation des activités du groupe en fonction de la définition préalable de ces conditions putatives comme un problème, ainsi que la revendication d'une amélioration, d'un changement ou d'une élimination de cette condition. Par conséquent, une situation donnée ne peut devenir un problème public que lorsqu'elle est énoncée comme telle par des groupes et des acteurs influents de la société, et ne peut conserver ce titre que lorsqu'il y a consensus à cet effet. Construit socialement, un problème public relève d'un processus interactionnel entre différents individus ou groupes qui revendiquent des actions et des solutions.

Trois éléments théoriques sont au cœur de la perspective de la sociologie des problèmes sociaux de Kitsuse et Spector, soit :

- 1- une théorie des intérêts, car les groupes participant au processus de définition d'un problème public le font généralement pour protéger leurs intérêts;
- 2- une théorie de l'indignation morale selon laquelle certains groupes tentent de faire nommer une condition donnée comme un problème public parce qu'elle va à l'encontre de leurs valeurs et intérêts;
- 3- une théorie de l'histoire naturelle puisque les problèmes publics ne sont pas des conditions statiques et des événements instantanés, mais sont plutôt caractérisés d'une séquence d'activités qui peuvent se décliner en plusieurs étapes.

Ces éléments peuvent être caractérisés, par exemple, par différents types de dilemmes ou d'activités et peuvent varier dépendamment des angles d'analyse. Enfin, toujours selon Kitsuse et Spector, le développement de problèmes publics relativement à ces trois éléments théoriques peut être ponctué par des imprévus plus ou moins importants. Ceux-ci peuvent contribuer à faciliter ou à entraver l'émergence du problème proprement dit. On pourrait donc mettre en parallèle cette perspective de la construction d'un problème social avec le phénomène de la corruption. En ce sens, la corruption est majoritairement présentée comme une problématique puisque des acteurs de plusieurs milieux travaillent à ce que ce sujet fasse partie de l'agenda des médias. Selon les théories de ces auteurs, ce comportement se rapporte à la théorie de l'indignation morale et peut être étiqueté comme un problème public puisqu'il va à l'encontre des intérêts et des valeurs d'une grande partie de la population. C'est entre autres pour cette raison qu'il représente le sujet le plus traité par les trois quotidiens recensés lors du stage, nonobstant les différences caractérisant les trois contextes étudiés.

Pour sa part, le texte de Lima (2005) résume de manière particulièrement intéressante la position de plusieurs auteurs. Elle souligne d'une part qu'un problème ne devient un problème social que lorsque ses tenants le font reconnaître comme tel par la société, et que l'ensemble des citoyens le considère comme généralisé et assez important pour lui accorder le temps nécessaire. D'autre part, elle rapporte le fait que certains aspects d'un problème social peuvent être portés à l'« agenda » politique, alors qu'initialement, ils étaient uniquement traités dans le champ médiatique. À la lumière de cette information, il semble

sensé d'énoncer que les médias jouent un rôle certain dans la diffusion d'un problème et dans la définition de ce problème en tant que problème d'ordre public.

Les médias et les problèmes publics

Avant toute élaboration théorique, il semble pertinent de rappeler que la presse écrite représente le média analysé pendant le stage. De plus, à partir de cette étude, il n'est pas possible de généraliser les résultats obtenus à l'ensemble des médias canadiens, étatsuniens et mexicains. Cependant, comme la presse s'inscrit dans un ensemble plus large appelé « médias », cette section offrira une analyse du paysage médiatique général, sans distinction avec les autres types de médias, soit les médias télévisuels, radiophoniques, la presse écrite ainsi qu'Internet. Ce regroupement permet l'approfondissement du lien entre la création d'un problème public et ces courroies de transmission d'informations. De plus, il importe de souligner que la littérature abordant les médias comme un ensemble est plus vaste que celle traitant uniquement de la presse écrite. Ainsi, il sera possible d'opérer certaines distinctions entre les formes de médias, mais l'objectif principal consiste à analyser les différents liens unissant ces univers. Il ne s'agit nullement ici de démontrer les effets « tout-puissants » des médias, mais bien de tenter de faire une analyse de la situation actuelle qui est, somme toute, plutôt complexe.

Par ailleurs, rappelons que les médias ne sont qu'un élément de l'espace public qui englobe différents groupes sociaux tels que la famille, les associations, l'école, etc. Depuis les premières théories relatives au concept d'espace public, ce dernier a grandement évolué pour devenir ce que Rieffel (2005) définit comme étant :

[...] un espace à la fois matériel ([constitué] de scènes et d'arènes très diverses) et surtout symbolique ([reliant] entre eux des individus très différents) résultat d'un vaste mouvement d'émancipation valorisant la liberté individuelle, accessible en principe à tous les citoyens pour formuler une opinion publique, qui requiert un vocabulaire et des valeurs communs afin que les acteurs politiques, économiques, sociaux, religieux, culturels puissent discuter, s'opposer et se répondre.

Toujours selon Rieffel (2005), cet espace permet aux acteurs de la société d'ouvrir des débats publics par le biais de différentes médiations telles que les partis politiques, les débats parlementaires, les associations de la société civile, ainsi que les médias (télévision, presse écrite, radio, livre et Internet). Ces derniers, dans la société actuelle, sont appelés à jouer un rôle important de cette médiation, puisqu'ils permettent théoriquement aux citoyens

de délibérer publiquement de questions d'intérêt général. Suivant cette logique, on peut ainsi se questionner sur l'importance des médias au sein de l'espace public, mais également sur la manière dont sont construits et façonnés les enjeux sociétaux actuels.

À ce sujet, il est possible de croire que plusieurs protagonistes sont responsables de la construction d'événements publics qu'on peut le plus souvent nommer comme des problèmes publics. Selon Moltoch et Lester (1996) (cité dans Rieffel 2009), trois types d'acteurs interviennent dans le passage d'une problématique spécifique vers un problème d'envergure publique. D'abord se trouvent les « promoteurs d'événements » qui partagent l'information par le biais de manifestations, de protestations, de communiqués ou de conférences de presse, et ce, dans le but d'alerter l'opinion publique et les médias. Ensuite se trouvent les « assembleurs d'information » (soit les journalistes) qui, dans le cadre de leurs fonctions, transforment l'information disponible tout en subissant une certaine pression de la part des promoteurs d'événements. Finalement, les « consommateurs d'information », ou le public, reçoivent l'information en provenance des médias et en disposent selon leurs désirs. On peut également associer ces catégories d'acteurs à des phases de construction d'un problème, soit l'expression d'un malaise par les « promoteurs d'événements », le travail de configuration qu'il subira de la part des « assembleurs d'information » ainsi que l'activité de réception par les « consommateurs d'information ». Ainsi, la mise en relation de ces trois étapes peut être utilisée pour expliquer l'émergence et la construction de certains événements pouvant s'apparenter à des problèmes publics.

À titre d'exemple, mentionnons l'article de Rivera (2008) paru dans le *New York Times* qui présente un homme dénonçant les nouvelles mesures sanitaires mises en place par les autorités pour améliorer les conditions de salubrité des produits offerts dans le parc *Red Hook* de *Brooklyn*. Monsieur Fuentes, directeur exécutif du *Food Vendors Committee* de ce parc aime ce marché et défend les commerçants visés par ces nouvelles mesures. Par son engagement citoyen, on peut dire que monsieur Fuentes agit en tant que « promoteur d'événement » tel qu'identifié dans la littérature citée précédemment. Ainsi, le rôle de Rivera et du quotidien pour lequel il travaille peut, dans ce contexte, être associé au concept d'« assembleurs d'information ».

Conséquemment, bien que les médias occupent un rôle indéniable dans la définition, la construction et la diffusion d'un problème public, il importe de rappeler qu'ils s'inscrivent

dans un contexte rassemblant une multitude de joueurs autres que ceux énoncés précédemment. En ce sens, non seulement les acteurs du milieu médiatique contribuent à la diffusion de messages, mais d'autres acteurs provenant par exemple des milieux économique et politique détiennent également un certain poids face à l'information transmise. C'est pourquoi il semble pertinent de mentionner certaines de ces dynamiques caractérisant le paysage informationnel. En effet, tel que le souligne Gingras (2003) par une citation de Marx et Engels de 1977, « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques les pensées dominantes [...]. La classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle. » En considérant que les médias s'inscrivent dans une logique mercantile, que certains acteurs hors du domaine médiatique détiennent un capital économique et social important (facteurs susceptibles de convaincre les patrons de presse de l'importance de leur message), que tous les groupes de pression ne détiennent pas la même légitimité aux yeux des responsables médiatiques nonobstant la pertinence de leur cause et que le nombre de causes pouvant être présenté par les médias est limité, on observe donc que les médias ne sont pas les seuls maîtres à bord du vaisseau de transmission de l'information.

Par ailleurs, le lien entre les différents propriétaires d'entreprises médiatiques, les journalistes, les sources (incluant les groupes de mouvements sociaux) ainsi que le public peut être considéré comme un facteur contribuant à l'élaboration des problèmes publics. Bien entendu, les entreprises de presse, de télévision, de radio ou les sites Internet sont le canal utilisé pour envoyer le message, malgré le fait qu'elles sont une partie intégrante d'un monde où certains acteurs détiennent un pouvoir prépondérant sur d'autres relativement à la construction et à la diffusion dudit message. Ainsi, il est possible d'énoncer que les problèmes publics sont, entre autres, le fruit d'interactions constantes entre les médias, la classe dominante de la société et le public.

À ce sujet, quelques hypothèses peuvent être énoncées concernant certains projets controversés. L'un d'entre eux, le projet de port méthanier Rabaska dans la région de Québec, peut être nommé à titre d'exemple. Depuis les premières annonces concernant le potentiel de création, ce projet a suscité la grogne citoyenne. Selon le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM), non seulement l'édification d'un port méthanier à l'intérieur d'un continent est dangereuse, mais la construction même des bâtiments serait exécutée selon une technologie désuète (Cadrin et Sénéchal, 2008).

Toujours selon le GIRAM, la construction de Rabaska constituerait une erreur monumentale et aurait des conséquences importantes autant sur les écosystèmes que sur la navigabilité sur la voie maritime du St-Laurent. Pourtant, malgré tous les efforts déployés par des groupes de pression pour faire connaître les dangers relatifs à ce projet (réalisation d'un documentaire avec l'ONF, rédaction d'un livre, conférences, etc.), les médias ont été et demeurent bien silencieux sur le sujet, tout comme les politiciens. Ainsi, l'information concernant un projet qui aurait toutes les raisons de se retrouver dans l'espace public n'a vraisemblablement pas réussi à attirer l'attention des différentes instances médiatiques. De cette façon, ce qui pourrait prendre la forme d'un problème d'ordre public (puisque'il concerne la population locale de la ville de Québec, mais également de l'est de l'Amérique du Nord) n'a pas été défini comme tel par manque de transmission de l'information. Qui plus est, il semblerait que même les résidents dans la région de Québec ne reçoivent que des bribes d'information sommaires et sporadiques à ce sujet. Cet exemple met en évidence le rôle fondamental des médias dans le développement d'une problématique publique. Donc, lorsque les médias ne relaient pas une nouvelle et que les instances politiques décident de ne pas l'inscrire à leur agenda, il est peu probable que cette problématique atteigne le rang de problème public, et ce, malgré les efforts déployés par certains acteurs convaincus de son importance.

Il est également possible de faire un lien avec la notion d'arènes, proposée par McCarthy, Smith et Zald (1996). Dans leur texte *Accessing public, media, electoral, and governmental agendas*, les auteurs présentent différentes stratégies utilisées par les organisations de mouvements sociaux pour exposer les problématiques qu'ils considèrent comme importantes et faire entendre leurs doléances par le public ainsi que par les leaders politiques. Ils abordent, d'une part, la notion d'*agenda-setting* puisque différents problèmes se font compétition pour obtenir une place dans l'agenda politique, électoral, médiatique ou celui des groupes publics et, d'autre part, la notion de *framing*⁷ qui offre la possibilité de construire socialement les interprétations de la réalité et de permettre la diffusion de messages que certains groupes désirent envoyer. À ces notions s'ajoutent les différentes arènes nommées par les auteurs comme l'arène publique, gouvernementale, électorale et

⁷ En ce sens, les auteurs énoncent que des cadres sont utilisés dans la diffusion de messages, car ils permettent de diminuer la complexité de certaines problématiques. Pour ce faire, des phrases évocatrices, des slogans ou des métaphores sont utilisés. Il arrive également que les organisations de mouvements sociaux ambitionnent à imposer leur cadre aux différentes arènes afin que leur message soit diffusé au public.

médiatique. Elles sont perçues par McCarthy, Smith et Zald comme le résultat d'un processus compétitif et distinct d'*agenda-setting*.

- ↳ **L'arène électorale** rassemble des problématiques que les candidats occupant des fonctions officielles perçoivent comme importantes,
- ↳ **l'arène gouvernementale** représente l'ensemble des problématiques recevant l'attention d'un gouvernement, tous niveaux confondus,
- ↳ **l'arène médiatique** est caractérisée par un groupe de problématiques attirant l'attention des médias de masse,
- ↳ **l'arène publique** rassemble les problématiques définies comme importantes par les masses, mais également par des publics plus réduits.

Afin qu'un message soit adopté, non seulement les processus pour obtenir l'attention des entités visées sont différents selon les arènes, mais la nature du langage utilisé dans les cadres doit être adaptée à ces arènes. Aussi, l'interconnexion entre les arènes peut permettre à un problème donné de se transporter d'une arène à une autre, et ainsi faciliter sa dissémination dans les différentes sphères sociales. Parfois, les acteurs d'une cause peuvent tenter d'obtenir l'attention d'une arène spécifique avec l'objectif d'en atteindre une autre. Il n'est donc pas nécessairement important de viser l'arène médiatique pour s'y retrouver. En effet, il vaut parfois mieux tenter de passer par l'arène publique ou électorale pour ensuite y arriver. McCarthy, Smith et Zald énoncent également que les mouvements sociaux qui auront le plus de chances de s'introduire dans l'agenda des médias sont ceux dont les stratégies de cadrage seront les plus diversifiées. Ainsi, en passant indirectement par l'agenda des autres arènes, les chances d'introduire un sujet dans l'agenda des médias peuvent être plus élevées. C'est par l'utilisation de ces différentes stratégies qu'un problème local peut être relayé au rang de problème public, et ce, de par l'importance qu'il prend pour un nombre toujours plus grand d'acteurs.

Par exemple, la naissance du terme *feminicidio* dans la population, son utilisation par les groupes mobilisés et les médias ainsi que son appropriation subséquente par les instances politiques est une démonstration d'un changement opéré dans l'évolution de cette problématique. Concrètement, alors que le concept de *feminicidios* était d'abord utilisé par certaines instances dans le public (groupes issus de mouvements sociaux, organismes sans but lucratif, etc.), il était pratiquement nié par les instances politiques qui refusaient de l'utiliser (Fierro, 2006). Toutefois, en lisant un article de presse de 2009 on comprend que ce

terme est bel et bien entré dans le vocabulaire des politiciens (Rivera, 2009). Ainsi, cet exemple permet d'observer le passage d'un problème de l'arène publique à l'arène médiatique, mais également à l'arène politique. La théorie des arènes de McCarthy, Smith et Zald (1996) permet dans le cas présent de mieux comprendre les différentes étapes qu'a franchies le phénomène des *femicidios* avant de pouvoir être relayé au rang de problème d'ordre public.

De plus, McCarthy, Smith et Zald énoncent que la majorité, sinon la totalité des interprétations de la réalité sont en fait des constructions sociales et prennent donc forme à la suite de tentatives des mouvements sociaux pour les définir et les manipuler. Ainsi, les mouvements sociaux deviennent les « commanditaires » de certains cadres particuliers, contribuant du coup à la création d'éventuels problèmes publics. Cette énonciation peut être associée à la notion de « promoteurs d'événements » de Molotch et Lester présentée précédemment, mettant en relation l'importance des médias dans le relais de certaines problématiques. En considérant la notion d'arènes, les théories de l'*agenda-setting*, du *framing* et les trois phases que parcourt un événement, il est sensé de croire que les médias possèdent un pouvoir indéniable de définition de la réalité, et par la bande de mobilisation du public.

Afin d'exemplifier les différentes théories à la lumière des données recueillies lors du stage, les propos de Simon et Jerit (2007) peuvent être directement mis en relation avec les résultats de recherche des derniers mois. En ce sens, les auteures considèrent que les médias peuvent avoir un impact plus important dans la définition d'un problème lors de ses balbutiements que lorsqu'il est déjà établi dans la société. Si on ajoute la perspective de Kosicki (1993) selon laquelle les médias ont tendance à se désintéresser à un problème chronique (comme la famine à travers le monde) et qu'ainsi la population associe l'absence de couverture médiatique avec la résolution du problème, on pourrait croire que la faible couverture médiatique accordée au trafic de drogue au Canada signifierait que ce phénomène est peu existant dans ce pays. Toutefois, par l'établissement d'un lien entre la couverture médiatique de ce phénomène (2 %) et les politiques publiques visant à enrayer cette problématique (12 %), on observe un écart important entre ce que laissent entrevoir les médias et les actions des gouvernements concernant le trafic de drogue. On peut ainsi démontrer concrètement l'impact que peuvent avoir les médias sur la construction d'un problème public, mais également sur la non-construction d'un tel problème. Malgré la faible

couverture médiatique accordée à ce sujet, il est possible d'énoncer qu'il représente tout de même un phénomène important puisqu'un bon nombre de politiques publiques y sont dédiées.

L'informalité comme problème public

Suivant les élaborations théoriques ci-haut, il semble maintenant pertinent de se questionner sur la caractérisation de l'informalité comme un problème d'ordre public. Quels sont les facteurs importants pour que les catégories énoncées comme des définitions de l'informalité soient relayées au rang de problème public? Quelles sont les forces en jeu lors de ce changement de nomenclature? Qu'est-ce qui fait en sorte que ces catégories et les mots qui les définissent se retrouvent autant dans l'espace public que dans les arènes politiques et médiatiques? Bien que nous soyons en mesure de ne répondre que partiellement à ces interrogations compte tenu de la taille de nos recherches, nous tentons ici de fournir quelques pistes de réflexion.

Tout d'abord, en considérant que les dix catégories utilisées pour définir l'informalité (ambulantage, corruption, gangs de rue, immigration clandestine, prostitution, trafic d'armes, trafic de drogue, trafic de main d'œuvre, trafic de marchandises et travail au noir⁸) représentent tous des comportements se situant à la frontière entre la légalité et l'illégalité et qu'ils sont tous punissables à différents niveaux, il va sans dire qu'ils sont donc problématiques aux yeux de la loi, soit pour les individus pratiquant ces comportements, soit pour les individus les subissant. Il s'avère que ces agissements sont généralement susceptibles de se retrouver soit dans les médias, soit dans politiques publiques ou encore dans les deux camps. Ainsi, dépendamment de l'importance que prendra, par exemple, le trafic de drogue pour les politiques publiques, ce sujet pourra être, ou non, relayé par les médias. Si ces derniers choisissent de transmettre de l'information à ce sujet, la population sera plus informée et, selon la théorie de l'*agenda-setting*, pourra classifier cette situation comme importante. Il importe donc de bien comprendre que c'est l'importance accordée à un phénomène par les médias et les politiques publiques qui favorisera le passage d'un problème local à un problème d'ordre public.

⁸ Voir tableau 1 aux pages 10 et 11

En considérant cet aspect, il s'avère que les phénomènes constituant l'informalité telle que définie par le VESPA permettent d'obtenir un grand nombre d'occurrences dans les quotidiens ainsi que dans les politiques publiques.

Le tableau 6 présente les deux catégories rassemblant le plus grand nombre de documents, et ce, pour chaque quotidien et politique examinés. On peut y observer qu'au Canada, la portion du *Globe and Mail* dédiée à la corruption et aux gangs de rue totalise 67 % du contenu observé, pendant que les politiques publiques sont axées dans une proportion de 51 % sur les gangs de rue et la prostitution. Aux États-Unis, 62 % du contenu examiné dans le *New York Times* traite de la corruption et 10 % aborde des sujets liés au trafic de marchandises, alors que 38 % de leurs politiques traitent des gangs de rue et du trafic de drogue. Du côté du Mexique, il ressort du *Reforma* que 24 % du contenu aborde la corruption et 23 % le trafic de drogue pendant que 37 % des politiques sont dédiés aux gangs de rue et à la prostitution.

Tableau 6 : Représentation comparative des deux plus importantes catégories au Canada, aux États-Unis et au Mexique

Pays	Canada		États-Unis		Mexique	
	<i>Globe and Mail</i>	Politiques	<i>New York Times</i>	Politiques	<i>Reforma</i>	Politiques
Corruption	1 = 45 %		1 = 62 %		1 = 24 %	
Gangs de rue	2 = 22 %	1 = 35 %		1 = 20 %		2 = 18 %
Prostitution		2 = 16 %				1 = 19 %
Trafic de drogue				2 = 18 %	2 = 23 %	
Trafic de marchandises			2 = 10 %			

Il ressort également de l'information colligée que la répartition des catégories recensées est plus uniforme dans les politiques publiques que dans la revue de presse, et ce, dans l'ensemble des pays observés. De plus, il s'avère que le contexte médiatique mexicain présente une plus grande uniformité dans la répartition entre les dix catégories que les contextes canadien et étatsunien.

À la lumière des théories élaborées précédemment ainsi que des nombreuses recherches à ce sujet, nous croyons fermement au pouvoir de régulation et de conviction des médias dans la société actuelle. Qu'il s'agisse de décider de l'information à mettre à l'avant-plan et de celle à négliger, de déterminer l'angle dans lequel sera traitée une question pour susciter une interprétation spécifique du récepteur ou simplement de façonner le débat public, il s'avère que ces courroies de transmission peuvent jouer un rôle non-négligeable dans l'élaboration de l'opinion publique. En ce sens, si on considère qu'un problème devient d'ordre public lorsqu'une situation est étiquetée comme problématique, que cette situation est donc une construction sociale et que ce changement s'opère souvent dans les médias, il est possible d'énoncer que ces derniers ont un grand pouvoir d'influence dans la création de problématiques publiques. Somme toute dans le cas présent, on peut affirmer que l'informalité est non seulement un problème d'ordre public, mais que les médias participent activement à étiqueter ce phénomène comme tel. À ce sujet, Francis Balle (dans (Rieffel, 2005) énonce bien le paradoxe dans lequel réside le mystère ou l'ironie du pouvoir des médias « [qui] est d'autant plus grand qu'on le croit faible, d'autant plus restreint qu'on le croit illimité. ». Cette citation prend tout son sens, surtout lorsqu'on considère la situation de la consommation médiatique de nos sociétés.



TROISIÈME PARTIE : OUTILS DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Bien avant le début du stage, madame Boudreau s'était engagée à construire des instruments qui serviraient de point de départ à une comparaison phénoménologique de l'informalité en Amérique du Nord. C'est à partir de cet engagement que fut élaboré le projet de stage, orienté dans l'optique de fournir aux différents partenaires des outils utiles et conviviaux permettant de débiter efficacement leurs projets communs. Bien que le produit attendu à la fin du stage devait prendre la forme d'un glossaire de l'informalité, les diverses contraintes temporelles et financières nous ont obligées à ajuster le document attendu de sorte à finalement rédiger un rapport. Nous avons ainsi réalisé ce dernier entre les mois d'août et de novembre 2009. Malgré ce changement, nous avons tout de même conservé la préoccupation liée à l'accessibilité d'un tel document pour les utilisateurs visés, soit les fonctionnaires fédéraux et les chercheurs du RECIM.

Lors de l'élaboration des activités de transfert, les trois concepts centraux déterminants de l'efficacité d'une activité de mobilisation des connaissances (les gens, les connaissances et l'action) selon Bennet et Bennet (2008), ont été pris en compte. Dans ce contexte, la mobilisation des connaissances se base principalement sur le processus ralliant les savoirs pertinents avec un groupe d'intervenants compétents, aspect largement validé dans le cadre de notre recherche. Cet amalgame a favorisé, tout comme le proposent Bennet et Bennet, la formation d'une équipe capable d'élaborer, de partager et d'appliquer ces nouvelles connaissances à la résolution de problèmes, à la prise de décisions ainsi qu'à l'application pratique. C'est précisément dans cette optique qu'ont été réalisées les activités de mobilisation, c'est-à-dire dans le but de fournir au RECIM et aux fonctionnaires fédéraux les moyens d'améliorer leurs connaissances ainsi que de faire en sorte que tous les acteurs présents puissent bénéficier de ces « nouveaux » savoirs. Par ricochet, ces activités permettront également d'arrimer les efforts des partenaires dans l'atteinte de leurs objectifs communs.

Concrètement, deux activités de transfert de connaissances ont été opérées : l'analyse de la revue de presse dans un format permettant sa compréhension par tous les acteurs ainsi que les résultats de recherche au RECIM.

Tout d'abord, un rapport de 228 pages a été rédigé à la suite de la cueillette de données pour ensuite être remis aux partenaires de ce projet. Ce document, titré : *Informalité – Informality – Informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique* (2009) comprend, entre autres choses, l'analyse de la revue de presse effectuée pendant le stage. En novembre 2009, nous avons également présenté ce rapport à Ottawa aux chercheurs du RECIM ainsi qu'aux fonctionnaires fédéraux, ce qui représente une autre activité de transfert de connaissances vers le milieu scientifique ainsi que le milieu d'action publique.

À ces activités s'est également greffée une présentation des données de cette recherche réalisée dans le cadre d'un séminaire midi du laboratoire VESPA, le 11 décembre 2009. Nous avons réalisé cette activité en collaboration avec un chercheur postdoctoral du même laboratoire dans le but d'offrir différentes perspectives concernant la définition de l'informalité. Cette présentation sera détaillée un plus bas.

Analyse de la revue de presse

À la suite de la rédaction du document d'analyse de la revue de presse, nous avons, tel que mentionné plus haut, rédigé un document incorporant les données recueillies pendant l'entièreté du projet de recherche effectué par les stagiaires du laboratoire VESPA. Ce document comprend l'analyse de la revue de presse rédigée pendant notre stage, les données provenant de la recension des programmes gouvernementaux, quelques figures et tableaux explicatifs, le détail des méthodologies utilisées pour les deux sections ainsi qu'une comparaison des résultats de la revue de presse et des programmes gouvernementaux.

Puisque le rapport final (incluant la revue de presse) allait être remis à des chercheurs du RECIM ainsi qu'à des fonctionnaires de Sécurité publique Canada, il importait qu'il soit rédigé en fonction de ces utilisateurs. En considérant que tous ces individus possèdent généralement des agendas bien remplis, il semblait logique de leur offrir quelques raccourcis de lecture. C'est pourquoi la section concernant la revue de presse, soit celle qui représente spécifiquement l'activité de transfert dans le cadre de la maîtrise, comprend des regroupements d'information encadrés offrant un maximum d'information dans un minimum d'espace au début de chaque catégorie. Comme ces boîtes ont été élaborées pour accélérer la lecture du document, elles ont donc été disposées de manière attrayante afin

d'en agrémenter la lecture et d'en simplifier le contenu. Intentionnellement colorées, elles reprennent les teintes des tableaux exposant les mots-clés des catégories, ainsi que les différentes figures de la répartition des catégories par quotidien. Plus précisément, une première boîte renferme le terme désignant la catégorie dans les trois langues. Par exemple, pour la catégorie ambulantage, on retrouve une boîte comprenant les mots « Ambulantage », « Street Vending » et « Ambulantaje ». Cette énonciation permet au lecteur de savoir dès le départ la traduction du terme dans les trois langues et d'avoir une idée de ce qui sera abordé prochainement dans le texte. Ensuite, une seconde boîte (parfois divisée en plusieurs sections) offre la définition de chacun de ces termes, dans leurs langues respectives. L'importance d'offrir toutes ces définitions réside dans une compréhension générale de la charge normative associée à chacune des expressions qui diffère souvent d'un pays à l'autre. On y retrouve également un encadré proposant un résumé analytique de la catégorie, où les principales informations sont rassemblées, tous pays confondus. Finalement, une dernière boîte, intitulée « En bref... ce que l'on retrouve dans les journaux » présente un agrégé des thèmes récurrents les plus importants pour chacun des pays, soit généralement entre deux et quatre.

Ce « concentré » d'information présenté au début des catégories permet un survol rapide de chacune d'entre elles. Une lecture en profondeur du texte favorise l'approfondissement de l'information amassée. Bien entendu, nous sommes tentées de croire que ces différents encadrés feront en sorte que le lecteur sera davantage intéressé par le contenu de ce travail.

Présentation à Ottawa

Tel que mentionné plus haut, l'analyse de la revue de presse a été fusionnée avec la recherche sur les programmes gouvernementaux. Le rapport a été remis aux fonctionnaires fédéraux ainsi qu'à certains chercheurs du RECIM lors de la présentation du projet de recherche à Ottawa. Cette présentation a eu lieu dans le cadre d'un atelier sur l'informalité, où des chercheurs mexicains, étatsuniens et canadiens prenaient place, au même titre que des responsables de la recherche académique de Sécurité publique Canada, des responsables du développement stratégique des politiques de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ainsi que des employés d'Immigration Canada. L'objectif de cet événement était d'introduire différents acteurs de l'informalité, autant au niveau des chercheurs que des

fonctionnaires, et ainsi présenter différents points de vue relatifs à ce phénomène. De plus, cette rencontre entre le milieu scientifique et le milieu d'action publique visait aussi à déterminer les domaines potentiels vers lesquels pourraient s'orienter les futures recherches effectuées en partenariat avec différents ministères canadiens. Au programme de la journée, deux chercheurs ont effectué une conférence d'environ une heure, alors que les autres ont présenté certains de leurs projets. Un responsable de l'intelligence stratégique de la GRC a également présenté le point de vue de son unité par rapport à la différence entre le licite et l'illicite ainsi que le légal et l'illégal. Les acteurs présents ont pu énoncer leurs opinions tout au long de la journée, enrichissant grandement les échanges et le contenu de la rencontre. Pour notre part, c'est à la fin de la journée que nous avons présenté notre projet de recherche.

D'une durée de vingt minutes, cette communication nous a permis de présenter, de manière abrégée, les aspects quantitatifs de la démarche, les résultats de la recherche au niveau des programmes gouvernementaux, ainsi que ceux au niveau de la revue de presse. Au cours de la présentation, plusieurs comparaisons ont été effectuées, dont :

- une comparaison intra-pays entre la répartition (en pourcentage) des programmes gouvernementaux et de la couverture médiatique offerte pour chacune des catégories, et ce, pour chacun des pays;
- une comparaison inter-pays des programmes gouvernementaux dédiés à chacune de catégories (en pourcentage);
- une comparaison inter-pays de la couverture médiatique dédiée à chacune des catégories (en pourcentage);

Un condensé de l'analyse des résultats a également été présenté en conclusion de la communication. C'est à la fin de cet exercice qu'à été remis le rapport, après qu'il ait été mentionné que la communication ne comprenait que partiellement l'information contenue dans le rapport final. Une période de questions a suivi la présentation, ce qui a permis de répondre aux interrogations des participants. Les fonctionnaires de la GRC semblaient majoritairement préoccupés par la couverture médiatique de la corruption au Canada et aux États-Unis. Ils ont demandé ce sur quoi l'accent était mis dans les deux quotidiens, ainsi que la manière dont la corruption y était définie. Ils ont également questionné la méthodologie employée afin de mieux saisir, d'une part, si les éditoriaux étaient inclus dans les résultats présentés et, d'autre part, si les articles dont les sujets abordaient des faits

ayant lieu ailleurs dans le monde étaient codés de la même façon que les articles domestiques.

Pour la réalisation de cette présentation qui regroupait autant des acteurs publics que des acteurs du monde scientifique, certaines dispositions ont été prises dans un souci de communication optimale. D'abord, malgré le fait que la fonction publique fédérale soit généralement bilingue, la présentation s'est effectuée en anglais afin d'accommoder le plus grand nombre de participants. En effet, malgré le fait que des francophones, des anglophones et des hispanophones prenaient place à cette rencontre, l'anglais était tout de même la langue commune à tous les individus réunis pour cette journée. C'est ce qui a justifié le fait que la communication s'effectue dans cette langue. Préalablement à la rencontre, nous avons réalisé un document PowerPoint présentant les grandes lignes de la présentation. Afin d'illustrer visuellement la distribution en pourcentage des politiques publiques ou des articles de journaux par catégorie, plusieurs des figures présentes dans le rapport ont été exposées. Le texte présenté à l'écran a été réduit au minimum, afin de n'utiliser ce document qu'à titre d'outil visuel. Des tableaux ont été insérés pour permettre une meilleure compréhension des comparaisons effectuées entre les pays ou les sections étudiées. Mentionnons que les personnes présentes lors de cette activité avaient soit des études universitaires, soit de nombreuses années d'expérience, ce qui permettait l'utilisation d'un vocabulaire spécifique à ce domaine.

À la fin de la présentation, autant les fonctionnaires que les chercheurs se sont montrés intéressés au projet, et plusieurs d'entre eux se sont dotés d'un exemplaire du rapport.

Séminaire-midi VESPA

Malgré le fait que l'objectif premier de cette activité était d'acquérir une expérience d'animation de séminaire midi, il semble toutefois pertinent de l'inclure comme activité de transfert de connaissances, puisqu'il s'agissait d'une présentation devant des étudiants et des chercheurs. « Le "ballet des rues" : Rencontres informelles et informalité de la ville » a offert aux individus présents, d'une part, la perspective de l'informalité du chercheur postdoctoral Godefroy Desrosiers-Lauzon et, d'autre part, notre vision de l'informalité telle que présentée dans cet essai. Une dizaine d'individus s'étaient déplacés pour l'événement, dont madame Boudreau, des membres du VESPA (étudiants postdoctoraux, doctorants et

étudiants de maîtrise) ainsi que des chercheurs et des étudiants du programme d'études urbaines.

Parmi les résultantes de cette présentation, on note une comparaison entre les perspectives de monsieur Desrosiers-Lauzon et celles présentées dans le rapport. En effet, monsieur Desrosiers-Lauzon aborde l'informalité en tant qu'événement quotidien sur lequel on écrit, et il perçoit la rue en tant qu'espace socialement et physiquement construit. Sa communication présentait sa conception de trois écoles de pensées relativement à ce phénomène, soit une première version de l'école sociologique (rapport individu-groupe, la rue comme libératrice), une seconde version de l'école sociologique (construction de l'espace, la rue comme structure) et l'école culturaliste (linguistique – iconographie – représentation, la rue comme théâtre). Selon lui, la rue est pratiquement un agent de création sociale de culture. On y retrouve autant les trajets quotidiens des habitués du quartier que les visites impromptues de touristes. Elle prend différentes significations selon ses occupants et permet une certaine production de discours par les événements. Par cette présentation, monsieur Desrosiers-Lauzon a exposé une certaine vision de l'informalité à un public spécifique, soit des étudiants et des chercheurs, dans le but d'obtenir une rétroaction pour poursuivre ses recherches. Les questions qui lui ont été posées après sa communication lui ont ainsi permis de faire avancer son objet de recherche.

Quant à notre partie du séminaire, elle nous a permis d'exposer sensiblement les mêmes données que pendant la rencontre à Ottawa. Toutefois, le plus grand laps de temps accordé par le séminaire nous a permis de présenter davantage de données et d'analyses qualitatives, reflétant mieux toute la portée du projet de recherche. À sa suite, quelques questions ont été posées par un étudiant du VESPA concernant la méthodologie et la constitution des catégories. En plus de nous permettre de partager l'information contenue dans le rapport et ainsi participer à la dissémination de connaissances scientifiques dans la communauté universitaire, ce séminaire nous a offert la possibilité d'entrevoir une autre définition de l'informalité. En ce sens, même si les deux perspectives exposées lors de cette activité semblent mutuellement exclusives, il est néanmoins possible de tisser certaines connexions entre elles concernant l'usage de la rue. Certaines des catégories qu'on retrouve dans les travaux effectués pendant le stage sont en relation directe avec l'utilisation des espaces urbains. Qu'il s'agisse de prostitution, d'ambulantage ou de gangs de rue, certains des comportements intrinsèques à ces catégories peuvent être mis en relation avec

l'informalité telle que définie par monsieur Desrosiers-Lauzon. Ainsi, il serait possible, lors de recherches futures, de mettre en lien ces deux définitions de l'informalité pour tirer le maximum de chacune d'entre elles.

D'une perspective de mobilisation des connaissances, il nous apparaît que les outils développés pour diffuser les savoirs construits lors du stage se sont avérés pertinents. Qu'il s'agisse de la réalisation de la revue de presse, de la présentation à Ottawa ou de la présentation lors d'un séminaire-midi, toutes ces activités ont permis un transfert de connaissances à plus ou moins grande échelle. De plus, malgré la difficulté inhérente à la réalisation d'activités accessibles et intéressantes à la fois le milieu scientifique et le milieu d'action publique, nous croyons tout de même avoir réussi cet exercice, autant pour la rédaction de la revue de presse que pour la présentation à Ottawa. La section 4 présente en détail une analyse critique du stage et des activités de mobilisation des connaissances.



QUATRIÈME PARTIE : ANALYSE CRITIQUE DU STAGE ET DES ACTIVITÉS DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Maintenant que le stage et les activités de transfert de connaissances sont réalisés, il est possible d'en effectuer une analyse critique. La section suivante présentera cette analyse, dans un bilan critique du stage et un bilan critique des activités de transfert.

BILAN CRITIQUE DU STAGE

Difficultés rencontrées et apprentissages inhérents à cette activité

Bien entendu, une multitude d'apprentissages ont été acquis tout au long de la démarche du stage. Plusieurs aspects ont été développés à partir de rencontres, d'échanges et de recherches, dont voici les principales composantes.

D'entrée de jeu, mentionnons que ce stage a permis d'améliorer non seulement nos connaissances liées au concept de l'informalité, mais également nos capacités à mener à terme un projet d'une telle envergure.

Une des plus grandes difficultés rencontrées est liée au fait de l'absence physique de madame Boudreau, directrice de maîtrise et tutrice de stage, pendant l'entièreté de cette activité. En effet, madame Boudreau était au Vietnam pour travailler à un terrain de recherche du mois de mai à la fin du mois de juillet, ce qui nous a forcées à effectuer nos interactions par courriel ou par Skype⁹ tout au long de la durée du stage. Les nombreuses heures de travail de part et d'autre ainsi que le décalage horaire n'ont en rien facilité les échanges. Cependant, malgré cette difficulté, toutes nos questions ont trouvé réponse dans des délais plus que raisonnables. Cette situation particulière nous a permis de développer une grande autonomie. L'obligation de prendre plusieurs décisions plus ou moins importantes en relation avec la cueillette des données nous a forcées à trouver des solutions à certaines difficultés de parcours, par exemple lors de l'élaboration d'échantillons aléatoires que nous aborderons un peu plus loin.

⁹ Logiciel informatique permettant de communiquer à distance par le biais d'un ordinateur, sans frais d'interurbains, peu importe le lieu où les interlocuteurs se trouvent dans le monde.

Par ailleurs, l'opportunité d'effectuer des recherches en anglais et en espagnol a largement contribué à améliorer nos habiletés à fonctionner dans ces deux langues.

En ce qui concerne les apprentissages académiques, la réalisation des différentes étapes inhérentes à cette recherche nous a permis d'en apprendre énormément concernant la recherche scientifique. Tout d'abord, lors de l'élaboration du devis de recherche dans le cours de « Préparation au stage-essai », nous avons constaté à quel point un projet de recherche doit être précisément élaboré et défini avant de débiter. Le manque de détails dans certaines sections comme la méthode de recherche peut amener des zones floues lors de l'exécution de la recherche proprement dite, ayant pour effet de retarder le processus pendant la quête d'informations supplémentaires. Par exemple, la revue de presse devait, au départ, couvrir six quotidiens, soit deux par pays. Toutefois, après avoir commencé le processus de recherche, nous avons réalisé que la durée du stage s'avérait beaucoup trop courte pour effectuer une recherche d'une telle ampleur. C'est pourquoi le nombre de quotidiens a été réduit à un seul par pays. Cependant, si une enquête préalable avait été effectuée, nous aurions immédiatement su que la durée du stage était nettement insuffisante à une telle recension d'articles.

Ensuite, il nous est arrivé de faire face à d'autres situations présentant une trop grande quantité d'information, comme lors de l'élaboration des stratégies de recherche dans les bases de données. Afin d'utiliser ces bases de recherche à leur plein potentiel et dans un maximum d'efficacité, nous avons élaboré des listes avec les mots-clés de la recherche, auxquelles nous avons ajouté des opérateurs booléens. Généralement, les mots utilisés pour représenter l'informalité, tels que la corruption ou le trafic de drogue, sont assez présents dans l'actualité. Aussi, comme la liste était plutôt longue, la quantité d'articles obtenue dans les banques de données était tout simplement ingérable. C'est pourquoi nous avons convenu, après discussions avec notre directrice, d'effectuer d'abord la recherche dans les titres des articles seulement. Malgré tout, le nombre d'occurrences reliées à certaines catégories était tellement grand qu'il a fallu échantillonner de manière aléatoire les résultats obtenus. Ainsi, cet aspect imprévu lors de l'élaboration du projet théorique nous a permis d'apprendre, d'une part, à mieux planifier une recherche en élaborant tous les aspects de la méthodologie avant le début de l'enquête et, d'autre part la conception d'un échantillon aléatoire. Bien qu'il semble que ce genre d'imprévu soit typique à la recherche

en général, il nous était tout à fait inconnu avant d'entreprendre ce projet et nous a permis d'acquérir les connaissances nécessaires à l'élaboration d'un tel projet.

Lors de cette activité de recherche, plusieurs autres connaissances et compétences ont pu être acquises, autant lors de la collecte de données que dans la rédaction du rapport final. La recherche dans des bases de données comme *Canadian Newsstand* et *Lexis Nexis* nous a permis de nous familiariser avec différentes interfaces et de mieux comprendre les meilleures stratégies de recherche à adopter selon les informations recherchées. Aussi, lors de la colligation des données, différents logiciels ont été utilisés mettant à profit nos connaissances préalables de ces outils.

De plus, ce stage a grandement contribué à l'amélioration de nos capacités d'analyse de données. Avant cette période, les travaux réalisés comme exigences partielles des cours académiques représentaient les seules occasions d'analyse. Ainsi, puisque dans le cas du stage nous devions, à la suite d'une vaste recension de données, remettre une analyse de la situation, nous avons dû réfléchir et travailler pour mener à bien ce projet. L'expertise de madame Boudreau en ce sens a été d'un immense support en plaçant certaines pièces de l'échiquier ou en faisant germer certaines idées.

Somme toute, il est possible d'énoncer ici que très peu de difficultés ont été rencontrées lors de cette démarche académique et aucune n'a mis en péril le projet ou n'a été insurmontable. Comme tout projet, certains imprévus sont venus colorer le parcours, lui permettant d'atteindre certaines formes qu'il n'aurait pas eues sans eux.

Réalisations

Tout au long du projet de stage, plusieurs réalisations et accomplissements ont été effectués. Premièrement, la colligation et l'analyse de toute l'information recueillie nous a permis de mieux comprendre le phénomène de l'informalité et ainsi d'en offrir une certaine définition spécifique pour chacun des pays à l'étude. Bien qu'il s'agisse davantage d'un portrait général que d'une définition exhaustive, les données recueillies ont permis de mieux saisir lesquelles des catégories recherchées sont les plus présentes dans les quotidiens interrogés, et donc dans un certain sens, pour la population.

Ensuite, l'élaboration théorique d'un projet de recherche et l'exécution de ce projet peuvent être ici nommées comme une des réalisations liées à ce stage. En effet, même s'il a été effectué dans un cours préalable au stage, ce projet nous a permis d'effectuer un devis de recherche, document important dans la concrétisation d'un projet de recherche. Aussi, le stage nous a donné la chance de mettre en place certains paramètres inhérents à une recherche tels que l'élaboration des mots-clés ou le choix des bases de données, pour finalement exécuter concrètement chacune des étapes élaborées théoriquement.

Enfin, la rédaction du document d'analyse et par la suite celle du rapport remis aux chercheurs et aux fonctionnaires ainsi que la communication effectuée à Ottawa représentent, selon nous, les plus grandes réalisations de ce projet. C'est par l'intégration, l'organisation, la synthétisation et l'interprétation des données recueillies que s'est développé nos nouveaux savoirs théoriques. Une attention particulière a été portée à chacune des étapes du projet afin d'assurer l'accessibilité à un maximum d'information pour les lecteurs visés, tout en tentant d'éviter la lourdeur qu'un tel document aurait pu entraîner. La présentation de ce document, qui devait respecter la limite temporelle imposée par l'horaire de la journée, a aussi dû être préparée avec un grand souci de communiquer un message clair, direct et sans fioritures afin que le message envoyé soit des plus compréhensibles et des plus intéressants pour les acteurs réunis.

BILAN CRITIQUE DES ACTIVITÉS DE MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Tel que mentionné plus haut, les activités de mobilisation des connaissances ont consisté en la rédaction d'une analyse d'une revue de presse de trois quotidiens, ainsi que la présentation des résultats de recherches qu'on retrouve dans le rapport *Informalité - informality - informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique* (2009). Puisque ce rapport a été remis aux fonctionnaires fédéraux de même qu'aux chercheurs du RECIM et que la communication a été présentée à ces mêmes individus, les deux activités ont ainsi représenté à la fois le transfert vers un milieu d'action et vers un milieu académique.

Analyse de la revue de presse

Pour diffuser les résultats de la recherche, le choix de la forme du rapport s'avérait le plus logique dans les circonstances, puisque l'objectif premier du projet était de fournir de l'information générale sur l'informalité au RECIM (groupe en opération que depuis peu) ainsi qu'aux fonctionnaires fédéraux. En rédigeant un document écrit, les bénéficiaires, soit les chercheurs et les fonctionnaires, allaient être en position d'utiliser les connaissances dont ils ont besoin, sans obligation de lire l'entièreté du document. Dans cette optique, comme ils peuvent ne pas avoir le temps ou le besoin de le lire d'un couvert à l'autre, les sections de la revue de presse débutent toutes par des blocs d'information en condensé, qui représentent en quelque sorte un résumé exécutif réparti dans l'ensemble de cette section. La pertinence de ces choix est appropriée puisque tous les acteurs visés gravitent autour du milieu de la recherche et sont donc plus susceptibles d'apprécier des détails autant au niveau méthodologiques que dans l'aspect lié à l'analyse des données.

Présentation à Ottawa

Concernant la communication effectuée à Ottawa, elle a été réalisée dans le but de présenter brièvement le rapport, tout en mettant un certain accent sur la comparaison entre la revue de presse et les programmes gouvernementaux. Cette présentation a pu être possible puisqu'un atelier du RECIM (incluant les fonctionnaires) avait lieu les 23 et 24 novembre. Cette activité nous a ainsi permis une rétroaction immédiate de la part des acteurs gravitant autour de ce projet, contrairement au document écrit qui laisse peu de place à la rétroaction. En effet, nous constatons que c'est justement lors de la présentation à Ottawa que les personnes intéressées par ce phénomène ont pu poser des questions afin d'obtenir davantage de précisions relativement au projet.

Tout d'abord, il est apparu que les définitions de l'informalité effectuées par le VESPA ne correspondent pas nécessairement à la définition que s'en font les fonctionnaires. Néanmoins, l'un d'eux spécifiait que dans leurs procédures, l'informalité représente plutôt une ligne mince entre le légal et l'illégal dans les activités économiques, en prenant comme exemple l'évasion fiscale. Ce comportement n'est pas légal, mais il n'est pas non plus criminel. Pour ces individus, les activités informelles et illicites sont différentes, ces dernières correspondant à des activités criminelles, à des activités liées au crime organisé. Loin d'être perçues négativement, ces différences de définition entre les fonctionnaires et les chercheurs du RECIM semblent avoir permis de clarifier certains aspects de part et

d'autre. En ce sens, les différentes discussions tenues lors de cette journée ont mené les chercheurs du réseau vers une question précise pour organiser leur prochaine rencontre du début de février 2010. En prévision de ce rendez-vous, les membres du RECIM effectueront une relecture de leurs travaux à la lumière des discussions tenues lors de la journée du 24 novembre ainsi que de la question suivante : « *Quelles sont les conditions qui font que des activités informelles (en matière d'espace et d'habitat, de travail et d'emploi, de commerce et d'échanges, services, etc.) deviennent des activités illicites et délictueuses?* ». De cette façon, la rencontre d'Ottawa a permis non seulement de mieux comprendre les intérêts et compétences de chacun, mais aussi de déterminer une direction à suivre correspondant à l'ensemble des intérêts et compétences qu'on retrouve au sein de ce groupe.

Lors de la période de questions suivant la présentation des résultats présents dans le rapport, les fonctionnaires étaient surtout concernés par les résultats de la catégorie « corruption » et ils désiraient obtenir plus d'information quant à la définition médiatique de ce phénomène : quels étaient les articles typiques concernant la corruption au Canada et aux États-Unis? Quels sont les sujets inclus dans la corruption qui obtiennent une couverture médiatique plus importante dans ces deux pays? Quels concepts étaient inclus dans le terme « corruption »? Dans un souci de précision, nous avons utilisé le rapport pour répondre à certaines questions plus spécifiques et leur avons communiqué l'information qu'il contient. Au sujet de la corruption, nous avons mentionné l'inclusion du concept de fraude dans la catégorie corruption. Il s'est avéré que les fonctionnaires font une distinction entre ces deux concepts, alors que notre recherche incluait la fraude dans la catégorie corruption. Toutefois, l'amalgame de fraude et de corruption a été justifié par le manque de temps pour effectuer la recherche. Cette différence méthodologique entre la Gendarmerie Royale du Canada et notre recherche ne semble pas avoir choqué les acteurs présents.

Un autre fonctionnaire a demandé si les éditoriaux étaient inclus dans les résultats, et une réponse affirmative lui a été fournie. Finalement, une autre question concernait le *New York Times*. L'intervenant voulait savoir si les articles recensés dans ce quotidien concernaient uniquement des sujets domestiques ou s'ils incluaient les articles internationaux. À ce sujet, la réponse fournie énonçait que les articles internationaux ont été codés différemment et souvent un thème complet leur était réservé tel que « Exemple de trafic d'armes ailleurs dans le monde ». Après cette dernière question, il fut expliqué que cette présentation n'était qu'une synthèse très abrégée du rapport, que le document offrait une analyse beaucoup

plus qualitative. C'est alors que nous avons réalisé que cette information aurait dû être communiquée au début de la présentation, de sorte que les acteurs présents auraient pu adopter une perspective différente tout au long de la communication. Quoiqu'il en soit, autant les chercheurs que les fonctionnaires semblaient trouver que l'information fournie dans ce rapport était pertinente et intéressante. De plus, quelques-uns d'entre eux se sont munis d'un exemplaire du rapport.

Comme l'objectif premier du projet de recherche dans lequel s'inscrivait le stage était d'élaborer, pour des chercheurs et des fonctionnaires très scolarisés, un outil comparant le traitement médiatique de l'informalité en Amérique du Nord, et que nous avons également travaillé à l'élaboration d'un rapport comprenant l'analyse de la revue de presse, la recension des programmes gouvernementaux ainsi qu'une comparaison entre les deux, il est possible d'affirmer que toutes les activités de transfert sont demeurées dans un cadre assez scientifique et formel. Aussi, puisqu'il s'agissait d'un stage de recherche et non d'un stage de transfert, il s'avère que la mobilisation des connaissances a joué un rôle moins important que dans le cadre d'un stage où les utilisateurs sont constamment présents dans l'environnement immédiat du stagiaire et qu'ils ne proviennent pas du monde de la recherche. Ceci explique la raison pour laquelle l'élaboration théorique et critique de ces activités est plutôt courte et sert également de justification de cette réalité.

Séminaire VESPA

Bien que cette activité n'était pas réalisée dans le but d'être exclusivement considérée comme une activité de transfert, il apparaît que cette présentation se situait précisément à l'interface entre notre projet de recherche et la communauté scientifique de l'INRS. Au départ, entre 20 et 30 minutes avait été prévu pour chacune des deux présentations afin de laisser le tiers du temps pour une discussion entre les individus présents. Alors que la durée de notre présentation a été d'environ 25 minutes, notre coéquipier a été un peu plus long lors de l'élaboration de ses idées. Pour cette raison, le temps octroyé à la discussion finale a presque été réduit de moitié, soit à une quinzaine de minutes. Il s'avère que la mise en contraste des deux perspectives de l'informalité a été très intéressante pour plusieurs aspects, notamment la présentation de deux formes que peut prendre ce phénomène dont la définition ne fait pas encore l'unanimité dans le monde scientifique. Puisque l'objectif premier était d'informer les auditeurs concernant l'informalité, il va de soi qu'il a été atteint.

Lorsque le séminaire s'est terminé, madame Boudreau a bien résumé les deux visions exposées et a également énoncé quelques liens unissant nos deux présentations. Aussi, un collègue, qui s'intéresse également au phénomène de l'informalité nous a adressé quelques questions concernant l'élaboration des catégories et les résultats obtenus. Cette interaction avec les individus présents a été enrichissante, et les félicitations de nos collègues ont été particulièrement stimulantes.

Cependant, si une nouvelle édition de ce séminaire devait avoir lieu, nous croyons que quelques changements devraient être apportés, comme le respect du temps alloué pour chacune des présentations afin de permettre aux acteurs en présence de s'exprimer. Il nous semble que la forme du séminaire-midi était appropriée d'une part parce qu'elle permet à un maximum de gens de se déplacer, et d'autre part parce qu'elle n'est pas aussi formelle qu'une conférence.

RÉFLEXIONS CRITIQUES SUR LE RÔLE D'AGENT D'INTERFACE

Mise en parallèle de l'expérience concrète avec la littérature disponible

Depuis quelques années, on assiste à une modification dans la production des savoirs. Progressivement, un certain décloisonnement de la recherche se fait sentir. Les objectifs correspondent généralement au désir de certains milieux scientifiques de réaliser des recherches dont les résultats seront utilisés à l'extérieur des universités. L'interdisciplinarité est favorisée dans plusieurs milieux et les chercheurs, les responsables de l'élaboration des politiques publiques ainsi que d'autres acteurs publics tentent de travailler de concert. Ces nouvelles collaborations visent d'une part la création de savoirs à vocation moins fondamentale, et d'autre part l'utilisation de ces savoirs par les milieux visés dans leur création. Denis, Lehoux et Champagne (2004) abordent précisément cette transition entre ce qu'ils appellent un « mode I », où la recherche est généralement fondamentale et élitiste, vers un « mode II », où la recherche s'effectue souvent en partenariat rassemblant des acteurs de différentes disciplines¹⁰. Ce nouveau contexte peut être attribué au passage de la société vers le mode II, soit vers un mode de création des savoirs où ils pourront être utilisés par le plus de gens possible.

¹⁰ Le mode II de création des savoirs amène aussi son lot de désavantages tel que l'éventuelle perte de la recherche fondamentale, mais l'objectif ici n'est pas d'argumenter en détail à ce sujet, mais bien de présenter la situation de la recherche dans la société actuelle.

Dans cette optique, tel que le mentionne Lomas (2000), les acteurs publics et les chercheurs ont tout avantage à se comprendre mutuellement et à travailler dans le même sens. Dans le cas des décideurs, il importe qu'ils reconnaissent que la recherche n'est pas seulement un événement ponctuel, et qu'elle ne représente pas non plus un produit facilement et rapidement accessible tel qu'un article sur la tablette d'un magasin. Du côté des chercheurs, ils doivent comprendre que le processus de prise de décisions ne doit pas s'opérer en petits groupes d'individus cloîtrés, mais s'élabore plutôt dans un processus diffus et volatile.

Le contexte du RECIM semble correspondre à cette nouvelle réalité et à cette nouvelle forme de création de savoirs, puisque ce réseau interdisciplinaire vise non seulement à réaliser des recherches sur l'informalité en Amérique du Nord, mais également à effectuer certaines de ses recherches en collaboration avec les responsables de l'élaboration des politiques gouvernementales, du moins du côté canadien.

Aussi, Denis, Lehoux et Champagne (2004) proposent dans leur texte plusieurs modèles d'utilisation des nouveaux savoirs. L'un d'eux, le « *Deliberative Model* » semble correspondre en grande partie avec le contexte relatif aux activités de transfert que nous avons réalisées, puisque ce modèle se base sur la prémisse selon laquelle les savoirs doivent être coproduits par les chercheurs et les acteurs publics. En ce sens, la relation entre ces deux formes d'acteurs, dans notre cas les fonctionnaires et les chercheurs, doit être symétrique et non hiérarchique. Pour permettre les conditions institutionnelles que demande le modèle *deliberative*, ces relations doivent être structurées afin de favoriser la libre circulation des savoirs ainsi que l'émergence d'interprétations partagées et réciproques, conditions qu'on retrouve au sein du groupe rassemblant les chercheurs et les fonctionnaires.

De plus, comme l'énoncent certains auteurs, dont Julie Ferguson (2005), la mobilisation des connaissances vise souvent un rapprochement entre les milieux de pratique et les milieux de recherche, et ce, à plusieurs niveaux. Toutefois, dans le cas présent, même les acteurs publics que sont les fonctionnaires possédaient une expérience scientifique à différents niveaux dépendamment des individus. Voilà qui justifie pourquoi le travail de « traduction » de certains termes dans un langage plus intelligible n'était pas vraiment obligatoire dans ce

contexte. De plus, comme les deux activités de transfert ont eu lieu à la fois pour les acteurs publics et scientifiques (mais davantage la présentation puisque tous les acteurs étaient assis ensemble autour de la table), ce travail de « traduction » s'est plutôt effectué dans le sens littéral du terme, soit dans la réalisation de la présentation dans la langue de Shakespeare.

Toujours selon Ferguson (2005), plusieurs organisations sont aux prises avec les obligations quotidiennes qui les forcent à maintenir leur attention sur ici et maintenant ainsi que sur les activités futures. Compte tenu de cette situation, le « fossé des savoirs » (*knowledge gap*) continue de se creuser entre les milieux de pratiques, ou les utilisateurs, et les milieux de recherche, milieux souvent caractérisés par plusieurs différences institutionnelles. Cependant, malgré la présence de quelques dissemblances entre les fonctionnaires fédéraux et les acteurs du milieu de la recherche, il s'est avéré qu'ils avaient établi un excellent partenariat, faisant en sorte que les acteurs rassemblés étaient sur la même page et que tous s'alimentaient intellectuellement d'une manière réciproque. Par ailleurs, il importe de mentionner que les fonctionnaires participant à cette journée étaient des fonctionnaires dédiés à fournir aux décideurs de nouvelles connaissances pour l'élaboration des politiques publiques. Cette situation n'est pas anodine, d'autant plus que les personnes rassemblées possédaient majoritairement des diplômes de deuxième et de troisièmes cycles universitaires. Le titre de la subvention octroyée pour la journée à Ottawa, soit le « *Policy development contribution program* » atteste également de l'objectif premier de cette journée qui était de partager des savoirs scientifiques dans le but d'améliorer les politiques publiques. On peut de surcroît énoncer que certains fonctionnaires présents à cette rencontre agiront également comme agents d'interface, puisqu'ils rapporteront au sein de leur milieu de travail immédiat certaines connaissances échangées pendant cette journée.

Il va de soi que ces observations proviennent principalement de constats effectués à la suite de la journée à Ottawa. Aussi, la théorie énoncée plus haut nous permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles très peu de différences caractérisaient les membres du milieu d'action et les chercheurs. Cette « homogénéité » est peut-être due, du moins en partie, au fait que les acteurs s'étaient déjà rencontrés auparavant. Toutefois, il nous semble pertinent de croire que ce sentiment est propre à ce contexte, puisque tous les participants semblaient généralement au diapason. Ainsi, il est probable qu'un autre contexte

rassemblant des acteurs différents aurait donné lieu à une dynamique différente, modifiant les modalités inhérentes au transfert.

NOTIONS ACQUISES PAR LE BIAIS DE CE PROJET CONCERNANT LA CRÉATION ET LA MOBILISATION DES CONNAISSANCES

Au premier abord, le contexte dans lequel se façonnent les connaissances scientifiques ne nous avait pas paru comme un élément déterminant de la finalité de ces connaissances. Cependant, il s'avère que la construction des savoirs est non seulement située dans le temps, mais elle l'est également dans l'espace. Tel que le mentionne Harding (2005), les produits de la recherche portent les marques collectives et individuelles de leur créateur. Ces créateurs ont été à leur tour marqués par leur genre, leur classe sociale, leur ethnie et leur culture. Le contexte culturel du chercheur et du fonctionnaire influencera profondément leur perception de l'informalité par exemple, et leurs travaux ne pourront que s'orienter en ce sens. En d'autres termes, les fonctionnaires canadiens ainsi que chacun des groupes de chercheurs (canadiens, étatsuniens et mexicains) se trouvent influencés d'une part par le traitement médiatique de l'informalité offert dans leur pays d'origine, et d'autre part par les politiques publiques locales mises en places pour contrer ce phénomène. Conséquemment, les connaissances qu'ils produiront correspondront en grande partie au contexte dans lequel ils évoluent, et seront de surcroît spécifiques à chacun des membres de ce réseau. C'est entre autres pour cette raison que la mise en place d'un groupe interdisciplinaire international représente une possibilité si intéressante, parce qu'elle permet une grande complémentarité des savoirs sur un même sujet. Une telle situation influence et nourrit donc la mobilisation des connaissances dans un contexte comme la réunion d'Ottawa, où chacun des acteurs en présence propose un bagage unique et des connaissances spécifiques.

De plus, la rencontre d'Ottawa représente un exemple intéressant de méthodologie comparative. Effectivement, l'utilisation de ce type de méthodologie lors de la construction de savoirs peut, d'une part favoriser le dépassement des niveaux habituels d'explication de certains phénomènes, d'autre part permettre d'analyser des stratégies locales et nationales de lutte contre certains phénomènes de manière plus générale et dans leurs contextes respectifs, et peut finalement permettre d'exposer des dynamiques insoupçonnées qui n'auraient reçu aucune attention dans une étude de cas non comparative (Lesemann, 2007). En ce sens, ce type de méthodologie permet un examen critique de la part de

chacune des parties. En outre, l'intégration d'acteurs publics de la société civile dans un groupe de recherche permet aussi un rapprochement important avec les réalités régionales ou nationales ainsi que des vraies questions pratiques et pertinentes à étudier (Lesemann, 2007).

On peut exemplifier cette production des savoirs située et cette méthodologie comparative par certains des projets de recherche que mène actuellement Héctor Castillo dans la ville de Mexico. Professeur à l'UNAM (Universidad Nacional Autónoma de México), il travaille avec les jeunes de la ville de Mexico, plus particulièrement les jeunes défavorisés, délinquants et les membres de gangs de rue. L'affaiblissement du tissu social dans ce pays provoque, entre autres, l'atomisation d'une société où les jeunes sont souvent laissés à eux-mêmes. La montée en importance du phénomène de l'informalité se décline en plusieurs sections, allant des gangs de rue au trafic d'armes en passant par l'ambulantage. Les conséquences de ces comportements sont visibles dans l'ensemble de la population, mais monsieur Castillo a décidé d'aider spécifiquement les jeunes à améliorer leur sort. Pour ce faire, il a mis sur pied le département des « *youth studies* » (ou études des jeunes) pour étudier cette tranche de la population, mais également pour tenter de trouver des solutions durables au problème de la délinquance juvénile. En considérant l'information énoncée plus haut, tout porte à croire que les résultats de ses études seront spécifiques au contexte mexicain et que même si une telle étude était reproduite ailleurs dans le monde, les résultats ne pourraient jamais être les mêmes. De plus, en comparant ces nouveaux savoirs avec ceux développés au Canada et aux États-Unis, les chercheurs pourront tirer certaines conclusions et trouver différentes pistes de recherche qui n'auraient pu voir le jour si les acteurs rassemblés autour de la question n'étaient pas intervenus.

De cette façon, en plus de représenter un exemple plus qu'intéressant de mobilisation des connaissances, cette situation nous a également permis de prendre conscience des multiples facettes du transfert, mais également de la co-construction des connaissances. Ainsi, l'apport de chacun des acteurs du RECIM et des fonctionnaires de Sécurité publique Canada dans ce projet permet, entre autres, une meilleure définition du phénomène de l'informalité et une meilleure intercompréhension de ce phénomène. La mobilisation des connaissances dans un tel contexte ne peut être que circulaire, se partageant entre les acteurs en présence sans hiérarchie avec toute la bonne volonté dont ces individus sont capables.

CONCLUSION

Afin de répondre aux exigences relatives au programme de maîtrise en Pratiques de recherche et action publique, cet essai a rendu compte des différentes étapes du stage réalisé du mois de mai au mois d'août 2009 au sein du laboratoire Ville et ESPaces politiques (VESPA). Sont également présentées les activités de mobilisation des connaissances, autant dans le milieu de pratique que dans le milieu scientifique.

Une première partie est consacrée à la description des activités effectuées pendant le stage. On y retrouve la présentation du stage ainsi que la définition de l'informalité utilisée pendant ce projet. Cette définition rassemble, d'une part, les catégories et les mots-clés utilisés pour la recherche et, d'autre part, certaines perspectives théoriques desquelles ont été inspirées ces catégories. Cette section se termine avec une description de la problématique et de la méthodologie utilisée lors de la réalisation du projet de recherche.

La section suivante comprend les résultats de la revue de presse et l'analyse de ces résultats à la lumière de la littérature existante. D'abord, une analyse sommaire des résultats obtenus pour chacun des pays à l'étude est présentée, suivie d'une comparaison des résultats obtenus pour la revue de presse avec ceux des programmes gouvernementaux. Pour bien comprendre l'influence que peuvent avoir les médias dans la création d'un problème public, une analyse a été insérée dans cette section, réalisée à la lumière de la littérature disponible à ce sujet. On y aborde les théories sur l'influence des médias suivies des théories concernant la création d'un problème public, qui sont ensuite mises en relation dans une analyse théorique et pragmatique de la situation actuelle.

Une troisième partie expose les outils de mobilisation des connaissances construits pendant et après le stage, et une quatrième et dernière partie propose une analyse critique du stage et des activités de mobilisation des connaissances. On y retrouve en premier lieu un bilan critique du stage, suivi d'un bilan critique des activités de mobilisation des connaissances. Certaines réflexions concernant le rôle d'agent d'interface sont également évoquées, ainsi qu'une mise en parallèle de l'expérience concrète avec la littérature. De plus, nous avons présenté certaines notions concernant la création et la mobilisation des connaissances que ce projet nous a permis d'acquérir.

En rédigeant cet essai, il nous apparaît maintenant plus clair que l'ensemble du projet n'est pas seulement intéressant sur le plan de l'amélioration de nos connaissances personnelles, mais qu'il revêt également une pertinence sociale et scientifique intéressante. En ce sens, la réalisation d'une recherche visant à mieux définir l'informalité et à comparer ce phénomène dans les différents contextes que représentent le Canada, les États-Unis et le Mexique nous semble apporter une meilleure compréhension de ces aspects sociétaux. Qu'il s'agisse de mieux cibler et comprendre les groupes d'individus impliqués dans le secteur informel pour éventuellement leur apporter une aide adaptée, ou encore de fournir de l'information aux décideurs et aux chercheurs concernant les différences « inter-nationales » reliées au phénomène de l'informalité, nous croyons que les données recueillies et analysées représentent une source d'information unique. En ce sens, en considérant que les données provenant des quotidiens interrogés sont de l'ordre public puisqu'accessibles à l'ensemble de la population, que les médias représentent un lieu où les idées sont débattues, que ces derniers peuvent ainsi être considérés comme une voix d'importance non-négligeable dans l'espace public et que leur pouvoir de régulation et de conviction est indéniable, il s'avère qu'une prise de connaissance de l'information qu'on y retrouve était importante pour bien saisir le contexte de l'informalité en Amérique du Nord. L'intégration de ces connaissances pourra non seulement contribuer à améliorer l'efficacité dans l'élaboration des politiques publiques, mais également les connaissances que la société possède sur elle-même. Dans une optique de recherche multidisciplinaire et internationale, les données ainsi créées ont permis certes une meilleure compréhension pour les acteurs concernés par ce phénomène, mais également l'amélioration des comparatifs pouvant être effectués à l'échelle nord-américaine.

Somme toute, la réalisation de ce stage a mis en évidence à quel point le travail d'agent d'interface peut être différent dépendamment du milieu dans lequel il œuvre. Certains de ces domaines, tel que le contexte relatif au stage où des chercheurs et des fonctionnaires tentent de développer des connaissances en « interreliant » leurs savoirs respectifs, représentent une source stimulante au sein de laquelle il est plus qu'intéressant d'évoluer. En observant empiriquement la tenue d'une telle rencontre visant l'amélioration des connaissances disponibles et l'appropriation des nouveaux savoirs par les individus responsables d'informer les décideurs, le travail d'agent d'interface nous apparaît encore plus passionnant. Effectivement, le fait de permettre un accès plus large des savoirs scientifiques à un maximum de la population et ainsi procéder à une certaine

démocratisation de ces connaissances nous semble d'une importance capitale, surtout dans la société actuelle, caractérisée par un foisonnement de la recherche scientifique.

Les différents savoirs acquis tout au long de ce processus de maîtrise nous ont permis de réaliser un travail satisfaisant dont nous sommes particulièrement fières. Bien que ce projet académique soit maintenant terminé, il nous apparaît évident que toutes les aventures qu'il nous a permis de vivre ont contribué à améliorer nos connaissances et nos compétences sur le plan théorique et pratique, certes, mais également sur le plan personnel. De plus en plus, nous comprenons et nous intégrons la pensée de St-Exupéry selon laquelle l'important n'est pas l'atteinte de la destination, mais bien le chemin que nous empruntons pour y arriver.



ANNEXE 1 : MOTS-CLÉS¹¹

Catégories Mots-clés français	Mots-clés anglais	Mots-clés espagnols
Ambulantage		
<ul style="list-style-type: none"> - Ambulantage - Commerce de rue - Épiciers ambulants - Marchand ambulant - Vendeur de rue 	<ul style="list-style-type: none"> - Street vending - Informal economy, commerce - Hawker - Itinerant dealer, vendor 	<ul style="list-style-type: none"> - Mercado, comercio ambulante - Tendido, vendedores ambulantes - Comercio callejero, informal - Ambulantaje - Pirata
Corruption		
<ul style="list-style-type: none"> - Corruption - Soudoyer - Fraude, fraude fiscale - Malversation - Combine - Pot-de-vin - Dépravation - Infiltration - Blanchiment d'argent 	<ul style="list-style-type: none"> - Corruption - Fraud - Bribe, bribery - Tax evasion - Misappropriation of funds - Embezzlement - Kickback - Hush money - Money laundering - Brown envelope - Backhander - Infiltration (without water) 	<ul style="list-style-type: none"> - Corrupción - Soborna - Mocharse - Arreglarse - Fraude, evasión fiscal - Malversación - Desvío de fondo - "Mordida" - Soborna - Depravación - Perversión - Infiltración (sin agua)
Gangs de rue		
<ul style="list-style-type: none"> - Gangs de rue - Tueur à gage - Guerre des gangs - Guerre des cartels - Crime organisé* 	<ul style="list-style-type: none"> - Street gang - Hired killer, hitman - Gang warfare - Cartel war - Hells Angels - Biker - Mafia - Organised crime* 	<ul style="list-style-type: none"> - Banda - Gang - Pistolero - Gatillaro - Guerra de gang - Guerra de cartel - Guerra de bandas criminales - Crimen organizado*

¹¹ Ce tableau est tiré du rapport *Informalité – informality – informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique* (2009)

Immigration clandestine		
<ul style="list-style-type: none"> - Immigration clandestine, illégale, irrégulière - Travailleur agricole - Immigrant, immigré illégal - Voyageur, mouvement clandestin - Sans-papiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Illegal immigrant, immigration - Clandestine immigrant, immigration - Illicit immigrant, immigration - Stowaway - Wetback 	<ul style="list-style-type: none"> - Inmigración clandestina, ilegal, irregular - "espaldas mojadas" - viajero clandestino - movimiento clandestino - indocumentado
Prostitution		
<ul style="list-style-type: none"> - Prostitution - Marché pornographique - Racolage - Proxénétisme - Prostitution infantile, enfantine - Féminicide 	<ul style="list-style-type: none"> - Prostitution - Porn market - Street soliciting - Pimp, pimping - Infantile, child prostitution - femicide 	<ul style="list-style-type: none"> - Prostitución - Mercado porno - Sexoservidor - Proxenetismo - Alcahuete - Padrote - Lenon - Tratant blanca - Prostitución infantil - Femicidio - Discriminación contra mujer
Trafic d'armes		
<ul style="list-style-type: none"> - Trafic d'armes - Combatant informel - Association criminelle - Guérilla - Paramilitaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Arms trafficking - Informal fighter, combatant - Criminal group - Guerilla - Paramilitary 	<ul style="list-style-type: none"> - Tráfico de armas - Combatiente informal - Asociación criminal - Guerrilla, guerrillero - Delincuencia organizada* - Paramilitar
Trafic de drogue		
<ul style="list-style-type: none"> - Trafic de drogue - Narcotrafiquant - Cartel - Trafic de stupéfiants 	<ul style="list-style-type: none"> - Drug trafficking - Drug lord - Cartels - Illicit drugs - Narcotics traffic 	<ul style="list-style-type: none"> - Tráfico de drogas - Narcotraficant - Cartel de droga - Narcotienda - Narcomenudo - Narcos - tráfico de estupefaciente

Trafic de marchandises		
<ul style="list-style-type: none"> - Trafic de marchandises - Contrebande - Circulation illicite - Trafic de pierres précieuses - Trafic de matières premières - Trafic d'organes - Trafic de contrefaçons - Marché noir 	<ul style="list-style-type: none"> - Goods trafficking - Contraband - Smuggle, smuggling - Illicit trafficking - Precious stone trafficking - Raw material trafficking - Organ trafficking - Black market - Falsification - Counterfeit - Fake traffic 	<ul style="list-style-type: none"> - Tráfico de mercancías - Contrabanda - Circulación ilícita - Tráfico de piedras preciosas - Tráfico de órganos - Estraperlo - Imitación fraudulenta - Falsificación
Trafic de main d'œuvre		
<ul style="list-style-type: none"> - Trafic de main d'œuvre - Passeur - Coyote - Trafic de personnes - Trafic humain - Trafic d'enfants - Kidnapping 	<ul style="list-style-type: none"> - Workforce trafficking - Coyote - Human trafficking - Children, child trafficking - Sweatshops - Kidnapping 	<ul style="list-style-type: none"> - Tráfico de mano de obra - Pasador - Coyote - Tráfico de personas, humanos, niños - Kidnapping
Travail « au noir »		
<ul style="list-style-type: none"> - Travail au noir - Travail sans contrat de travail - Travail informel - Évasion fiscale - Travail sous la table - Travail saisonnier 	<ul style="list-style-type: none"> - Work on the side/moonlighting - No work contract, undocumented work - Precarious job - Informal work - Informal labor market - Precarious job - Seasonal work - Begger, mendicant, panhandler 	<ul style="list-style-type: none"> - Trabajo negro - Sin contrato de trabajo - Trabajo informal, estacional - Evasión de impuesto - Economía informal - Mendigo - Pordiosero

Annexe 2 : Présentation à Ottawa
24 NOVEMBRE 2009

**Informality in North America:
Newspapers representations and governmental
treatment of the phenomenon**

July Cossette
November 24th 2009

Presentation outline

- Introduction
- Categories
- Governmental programs
- Press review
- Comparison between the 2 sections
(governmental programs VS press review)

Introduction

- Project's background
- Research conducted:
 - February – August 2009: governmental programs
 - May – September 2009: press review
- Objectives
- Choice of categories and Method

Categories

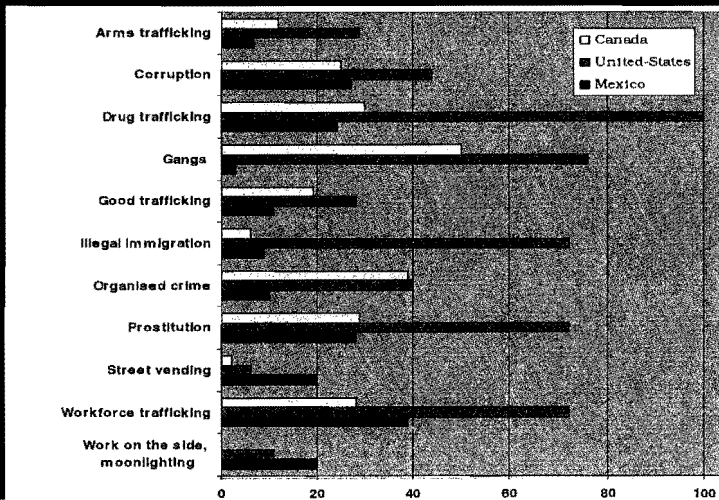
- Arms trafficking
- Corruption
- Drug trafficking
- Gangs
- Goods trafficking
- Illegal immigration
- Prostitution
- Street vending
- Workforce trafficking
- Work on the side, moonlighting
- Organised crime*
- Delicuencia organizada*

Governmental programs

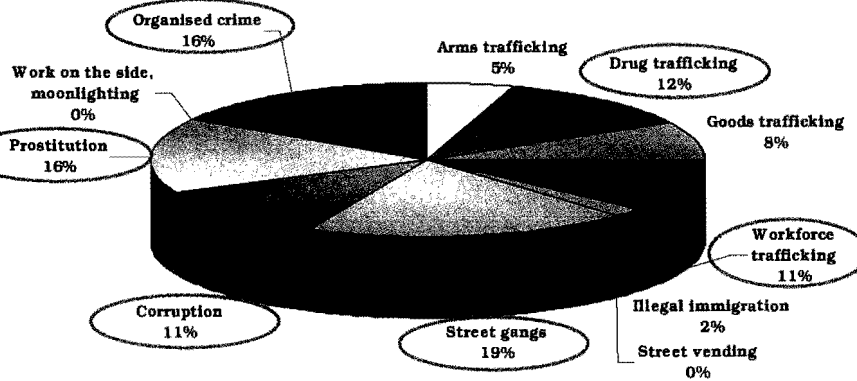
- Canada
 - Québec
 - Montréal
- United-States
 - California
 - Los Angeles
- México
 - Distrito federal / Estado de México
- 2000-2009

Documents per country

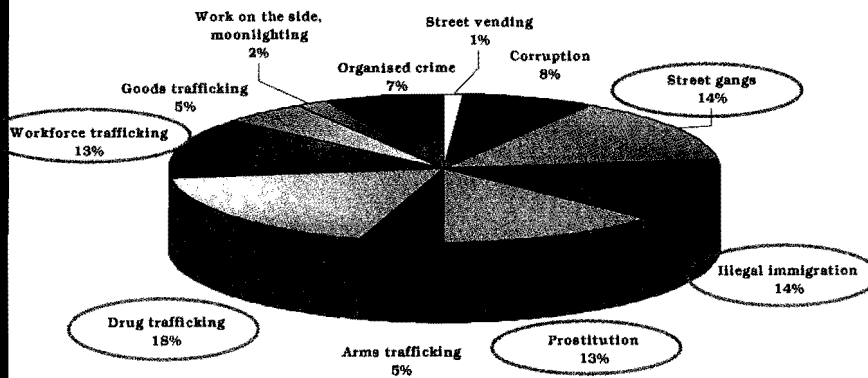
- Governmental programs -



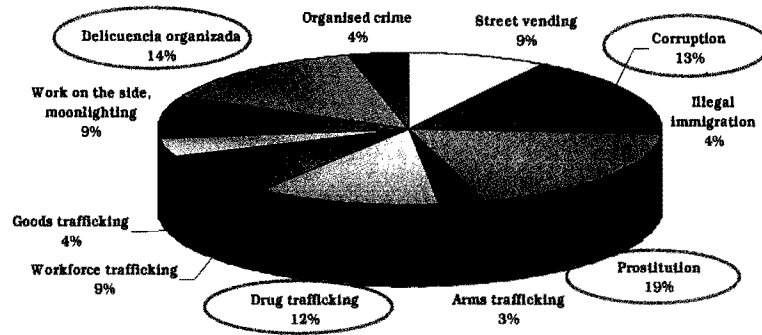
Canada



United-States



Mexico



Comparison

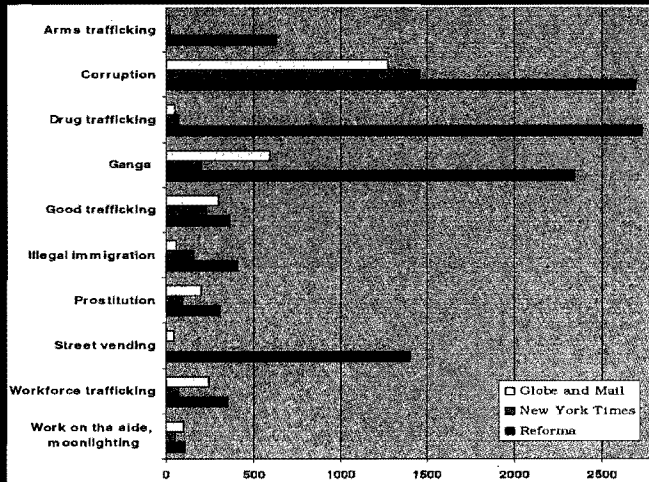
	Canada	United States	Mexico
Arms trafficking	5%	5%	3%
Corruption	11%	8%	13%
Drug trafficking	12%	18%	12%
Goods trafficking	8%	5%	4%
Illegal immigration	2%	14%	4%
Prostitution	16%	13%	19%
Street vending	0%	1%	9%
Street gangs	19%	14%	14% (D.O.)
Workforce trafficking	11%	13%	9%
Work on the side, moonlighting	0%	2%	9%
Organised crime	16%	7%	4%

Press review

- Globe and Mail : 2000-2009
- New York Times : 2004-2009
- Reforma : 2004-2009

Documents per country

- Press review -



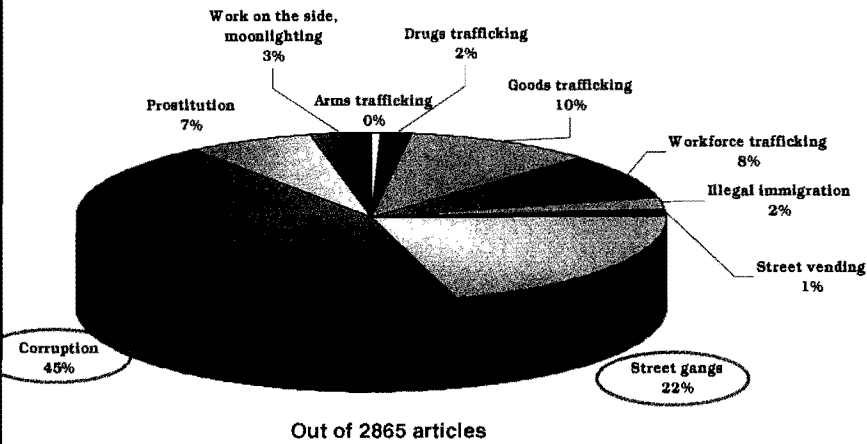
Total number of articles

Globe and Mail : 2865

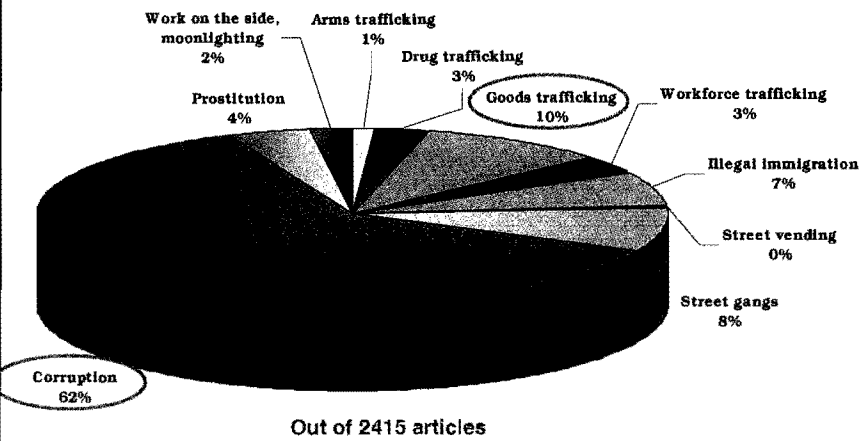
New York Times: 2415

Reforma: 11 340

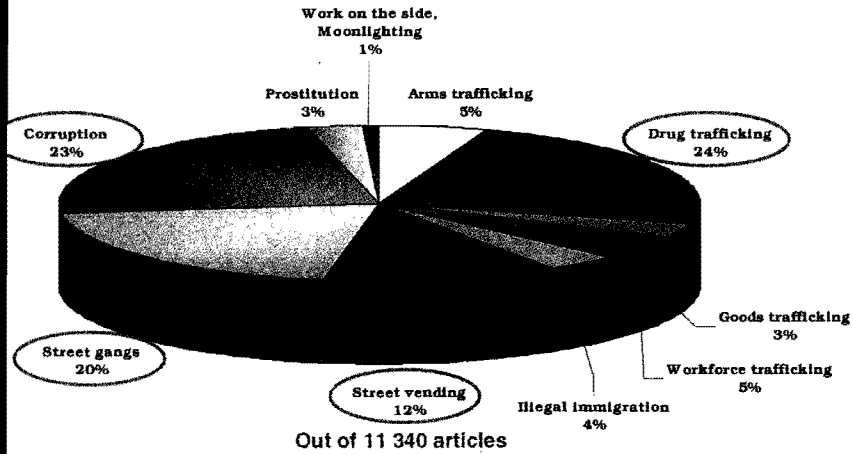
Globe and Mail



New York Times



Reforma



Comparison

	Globe and Mail	New York Times	Reforma
Arms trafficking	0%	1%	6%
Corruption	45%	62%	24%
Drug trafficking	2%	3%	23%
Goods trafficking	10%	10%	3%
Illegal immigration	2%	7%	4%
Prostitution	7%	4%	3%
Street vending	1%	0%	12%
Street gangs (banda)	22%	8%	21%
Workforce trafficking	8%	3%	3%
Work on the side, moonlighting	3%	2%	1%

**Comparison of the governmental programs
and the press review
– Canada –**

	Governmental programs	Press review Globe and Mail
Arms trafficking	5 %	0 %
Corruption	11 %	45 %
Drug trafficking	12 %	2 %
Goods trafficking	8 %	10 %
Illegal immigration	2 %	2 %
Prostitution	16 %	7 %
Street vending	0 %	1 %
Street gangs	35 %	22 %
Workforce trafficking	11 %	8 %
Work on the side; moonlighting	0 %	3 %

**Comparison of the governmental programs
and the press review
– United-States –**

	Governmental programs	Press review New York Times
Arms trafficking	5%	1%
Corruption	8%	62%
Drug trafficking	18%	3%
Goods trafficking	5%	10%
Illegal immigration	14%	7%
Prostitution	13%	4%
Street vending	1%	0%
Street gangs	20%	8%
Workforce trafficking	13%	3%
Work on the side; moonlighting	2%	2%

Comparison of the governmental programs and the press review – Mexico –

	Governmental programs	Press review Reforma
Arms trafficking	3%	6%
Corruption	13%	24%
Drug trafficking	12%	23%
Goods trafficking	4%	3%
Illegal immigration	4%	4%
Prostitution	19%	3%
Street vending	9%	12%
Street gangs	18%	21%
Workforce trafficking	9%	3%
Work on the side, moonlighting	9%	1%

Conclusion - Canada

- In the governmental programs, informality refers to:
 - Street gangs – 19%
 - Organised crime – 16%
 - Prostitution – 16%
- In the press review, informality refers to:
 - Corruption – 45%
 - Street gangs – 22%

Conclusion – United-States

- In the governmental programs, informality refers to:
 - Drug trafficking – 18%
 - Street gangs – 14%
 - Illegal immigration – 14%
- In the press review, informality refers to:
 - Corruption – 62%
 - Goods trafficking – 10%

Conclusion - Mexico

- In the governmental programs, informality refers to:
 - Prostitution – 19%
 - Delicuencia organizada – 14%
 - Corruption – 13%
- In the press review, informality refers to:
 - Corruption – 24%
 - Drug trafficking – 23%
 - Banda – 21%



Annexe 3 : Présentation lors du séminaire-midi
11 DÉCEMBRE 2009

**L'informalité en Amérique du Nord:
Représentations dans les quotidiens et
traitement gouvernemental du phénomène**

July Cossette
11 décembre 2009

Grandes lignes de la présentation

- Introduction
- Catégories et explications
- Programmes gouvernementaux
- Revue de presse
- Comparaison entre les 2 sections
(Programmes gouvernementaux VS revue de
presse)

Introduction

- Préalables du projet
 - Objectifs
 - RECIM et Sécurité publique Canada
- Dates de recherche:
 - Février – Août 2009: programmes gouvernementaux
 - Mai – Septembre 2009: Revue de presse
- Choix des catégories et de la méthode

Catégories

- | | |
|---------------------------|---------------------------|
| ● Ambulantage | ● Trafic de drogue |
| ● Corruption | ● Trafic de main-d'oeuvre |
| ● Gangs | ● Trafic de marchandises |
| ● Immigration clandestine | ● Travail au noir |
| ● Prostitution | ● Organised crime* |
| ● Trafic d'armes | ● Delicuencia organizada* |

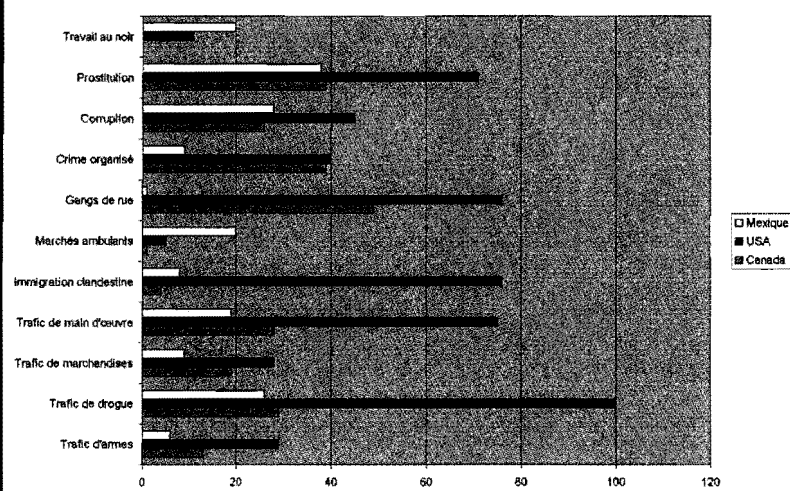
Déclinaison d'une catégorie **- Corruption-**

- Corruption
- Soudoyer
- Fraude, fraude fiscale
- Malversation
- Combine
- Pot-de-vin
- Dépravation
- Infiltration
- Blanchiment d'argent

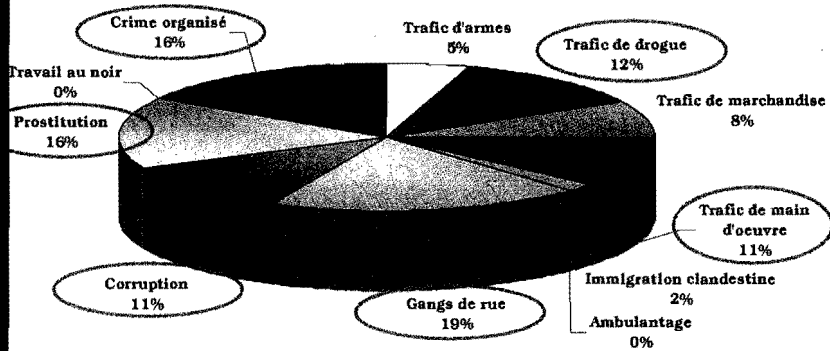
Programmes gouvernementaux

- Canada
 - Québec
 - Montréal
- États-Unis
 - Californie
 - Los Angeles
- Mexique
 - Distrito federal / Estado de México
- 2000-2009

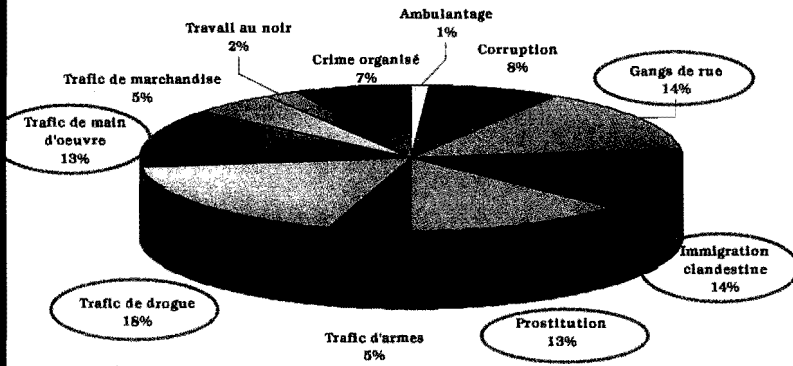
Nombre de documents par pays - Programmes gouvernementaux -



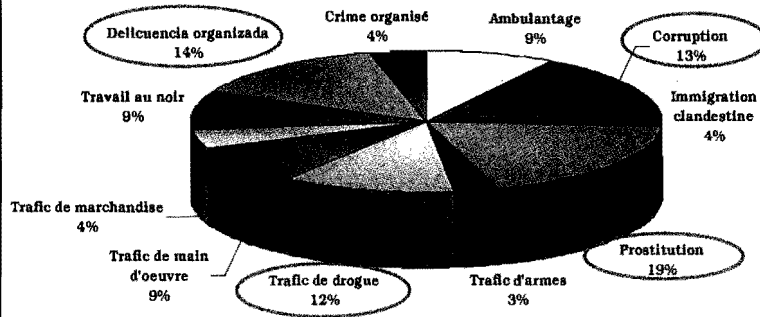
Canada



États-Unis



Mexique



Comparaison

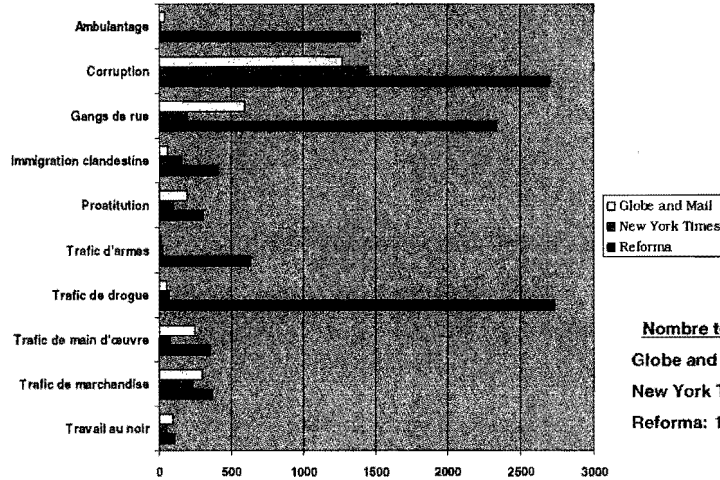
	Canada	Etats-Unis	Mexique
Ambulantage	0%	1%	9%
Corruption	11%	8%	13%
Crime organisé	16%	7%	4%
Gangs de rue	19%	14%	14% (D.O.)
Immigration clandestine	2%	14%	4%
Prostitution	16%	13%	19%
Traffic d'armes	5%	5%	3%
Traffic de drogues	12%	18%	12%
Traffic de marchandise	8%	5%	4%
Traffic de main d'œuvre	11%	13%	9%
Travail au noir	0%	2%	9%

Revue de presse

- Globe and Mail : 2000-2009
- New York Times : 2004-2009
- Reforma : 2004-2009

Nombre de documents par pays

- Revue de presse -



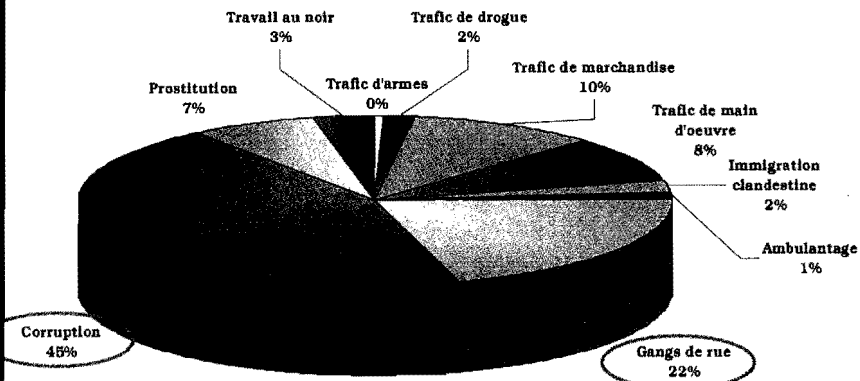
Nombre total d'articles

Globe and Mail : 2865

New York Times: 2415

Reforma: 11 340

Globe and Mail

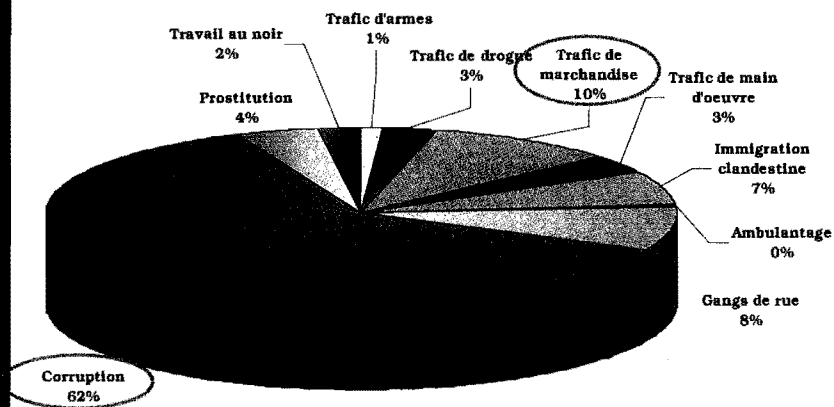


Sur un total de 2865 articles

Exemple de l'analyse des résultats - Corruption -

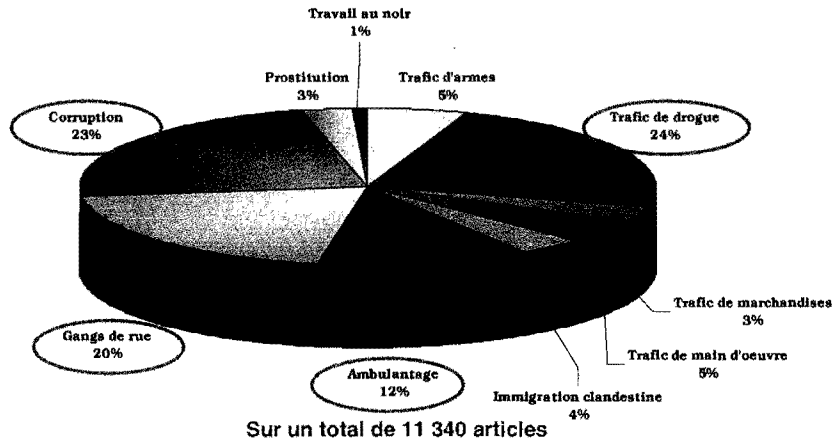
- Thèmes
- Exemples d'articles
 - « *Immigration judge took bribes, court told* », 21 février 2006
 - « *Judge blasts pair convicted of eight-year welfare fraud* », 26 décembre 2005
 - « *Anti-money-laundering agency found lacking* », 24 novembre 2004

New York Times



Sur un total de 2415 articles

Reforma



Comparaison

	Globe and Mail	New York Times	Reforma
Trafic d'armes	0%	1%	6%
Corruption	45%	62%	24%
Trafic de drogue	2%	3%	23%
Trafic de marchandise	10%	10%	3%
Immigration clandestine	2%	7%	4%
Prostitution	7%	4%	3%
Ambulantage	1%	0%	12%
Gange de rue (banda)	22%	8%	21%
Trafic de main d'oeuvre	8%	3%	3%
Travail au noir	3%	2%	1%

**Comparaison entre les programmes
gouvernementaux et la revue de presse
– Canada –**

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse Globe and Mail
Ambulantage	0 %	1 %
Corruption	11 %	45 %
Gangs de rue	35 %	22 %
Immigration clandestine	2 %	2 %
Prostitution	16 %	7 %
Trafic d'armes	5 %	0 %
Trafic de drogue	12 %	2 %
Trafic de main d'œuvre	11 %	8 %
Trafic de marchandises	8 %	10 %
Travail au noir	0 %	3 %

**Comparaison entre les programmes
gouvernementaux et la revue de presse
– États-Unis –**

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse New York Times
Ambulantage	1%	0%
Corruption	8%	62%
Gangs de rue	20%	8%
Immigration clandestine	14%	7%
Prostitution	13%	4%
Trafic d'armes	5%	1%
Trafic de drogue	18%	3%
Trafic de main d'œuvre	13%	3%
Trafic de marchandise	5%	10%
Travail au noir	2%	2%

Comparaison entre les programmes gouvernementaux et la revue de presse – Mexique –

	Programmes gouvernementaux	Revue de presse Reforma
Ambulantage	9%	12%
Corruption	13%	24%
Gangs de rue (banda)	18%	21%
Immigration clandestine	4%	4%
Prostitution	19%	3%
Trafic d'armes	3%	6%
Trafic de drogue	12%	23%
Trafic de main d'œuvre	9%	3%
Trafic de marchandise	4%	3%
Travail au noir	9%	1%

Conclusion - Canada

- Dans les programmes gouvernementaux, l'informalité réfère à:
 - Gangs de rue – 19%
 - Crime organisé – 16%
 - Prostitution – 16%
- Pour la revue de presse, l'informalité réfère à:
 - Corruption – 45%
 - Gangs de rue – 22%

Conclusion – États-Unis

- Dans les programmes gouvernementaux, l'informalité réfère à:
 - Trafic de drogue – 18%
 - Gangs de rue – 14%
 - Immigration clandestine – 14%
- Pour la revue de presse, l'informalité réfère à:
 - Corruption – 62%
 - Trafic de marchandise – 10%

Conclusion - Mexique

- Dans les programmes gouvernementaux, l'informalité réfère à:
 - Prostitution – 19%
 - Delincuencia organizada – 14%
 - Corruption – 13%
- Pour la revue de presse, l'informalité réfère à:
 - Corruption – 24%
 - Trafic de drogue – 23%
 - Banda – 21%

ANNEXE 4 : EXTRAIT DE L'ANALYSE DE LA REVUE DE PRESSE

Tiré du rapport Infomalité – informality – informalidad : Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique

Reboulions
On ne peut pas punir de moyens condamnables (bakochi) et de fait, il est difficile de voir quelqu'un agir contre son devoir, car la morale n'aide de laisser condamner.
Le nouveau Petit Robert, dictionnaire alphabétique et analytique de la langue française, Le nouveau Petit Robert, dictionnaire alphabétique et analytique de la langue française, Paris, Dictionnaires Le Robert, 2007 p.

Corruption
Corruption
Corrupción

Corruption is a social evil, a bad conduct intended to obtain an undue advantage, and it includes bribery, kickbacks, and the sale of information. It exists where there is a high incidence of a lack of enforcement policies, a culture of ritualized gift giving, the line between acceptable and unacceptable gifts is often hard to draw.
Encyclopædia Britannica, 2009. Consulté le 2 septembre 2009
<http://www.britannica.com/EBchecked/topic/1163901/corruption>

Corruptión (del verbo *corromper*) || 3.
Acción de corromper, o las no
correctas, *malas*, de malicias, de vices,
de vicios, de conductas, especialmente en
la política, política consistente en la utilización
de las funciones y medios de aquellas en
provecho, económico o de otra índole, de sus
deberes.
Real Academia Española (2004). Diccionario de la lengua española.
/ Real Academia Española. Diccionario de la lengua española.
Madrid, Madrid. Real academia española. 1-2. 2368 p.

En fait... ce que l'on retrouve dans les journaux

- Canada**
 - Politiciens accusés de pillage de
 - gouvernement accusés de corruption
 - Politiciens accusés de corruption
 - Présentaires de l'Aide sociale accusés
- Etats-Unis**
 - Probes
 - Exemples de corruption ailleurs dans le monde
 - Corruption en Irak
 - Accusations dans l'industrie de l'assurance et dans le système de santé
- Mexique**
 - Accusations portées vers le ministère public, des fonctionnaires, des politiciens et les élections
 - Police accusés de corruption
 - ZPP (*Zona Plateada de Pachuca*) et le domaine immobilier accusé de corruption

Resumé analytique

Le terrorisme ne semble pas un sujet sensationnel inquiétant les médias au Canada, sauf si les prisons viennent d'ailleurs d'être attaquées.

Il faut noter un lien plus dérivé aux États-Unis et le fait que le pays reçoit le traitement plus traité en un signe de ce que les médias américains ont la polarisation de la vie politique américaine.

Comme dans le *New York Times*, on trouve des articles concernant les dépenses de sécurité, comme lorsque qu'un gouverneur inscrit dans son allocation de dépenses des services offerts par des bénévoles de sexe.

En outre, une des articles sont souvent liés à des comparaisons avec des événements marquants (terrorisme, crise financière, catastrophes naturelles) et sont liés au secteur privé.

Le nombre d'articles est relativement moins élevé au Mexique et le ton plus critique, souvent lié à l'inefficacité de l'État.

On remet rarement en question la généralisation de la corruption en insistant sur la différence entre les perceptions et la réalité.

On s'inquiète de la montée des narcotrafiquants sur la corruption des policiers.

BIBLIOGRAPHIE

- Beaud, J.-P. 2004. «L'échantillonnage». Dans *Recherche sociale: De la problématique à la collecte des données*, sous la dir. de B. Gauthier, p. 211-242. Sainte-Foy: Presse de l'Université du Québec.
- Bennet, A. et D. Bennet. 2008. «Theory and Approaches». Dans *Knowledge Mobilization in the Social Sciences and Humanities.*, p. 33-58. West Virginia: Mountain Quest Institute Press.
- Berthelot-Guiet, K. et C. Ollivier-Yaniv. 2001. «"Tu t'es vu quand t'écoutes l'État?". Réception des campagnes de communication gouvernementale. Appropriation et détournement.». *Réseaux*, vol. 4, no 108, p. 155 à 178.
- Cadrin, G. et P.P. Sénéchal (dir.). 2008. *Savoir, médias et groupes de pression* (INRS - UCS, 12 novembre 2008).
- Cossette J. et M. Bastiat. 2009. *Informalité - informality - informalidad: Regards croisés sur les enjeux au Canada, aux États-Unis et au Mexique*. Montréal: INRS - Urbanisation, Culture et Société, 228 p.
- CTV Globemedia (2009). The Globe and Mail En ligne: <http://www.theglobeandmail.com/>.
- Davis, D.E. 2009. «Shifting Patterns of Sovereignty and Insecurity in a Globalizing World». *Journée d'étude du RECIM* (Ottawa, 24 novembre 2009).
- Denis, J.-L., P. Lehoux et F. Champagne. 2004. «A Knowledge Utilization Perspective on Fine-Tuning Dissemination and Contextualizing Knowledge». Dans *Using Knowledge and Evidence in Health Care*, sous la dir. de L. Lemieux-Charles et F. Champagne, p. 18-40. Toronto: University of Toronto Press.
- Ferguson, J.E. 2005. «Bridging the gap between research and practice». *Knowledge management for development journal*, vol. 1, no 3, p. 46-54.
- Fierro, R. 2006. «Claman en Morelos contra feminicidios ; Reprochan los grupos civiles impunidad. Proponen iniciativa para incluir el delito en el Código Penal del estado». *Reforma (Mexico)*, April 20
Newspaper Article, p. 15.
- Gingras, A.-M. 2003. *La communication politique état des savoirs, enjeux et perspectives*. Sainte-Foy Que.: Presses de l'Université du Québec, xii, 295 , fichier MHTML. p.
- Grupo reforma (2009). Reforma En ligne: <http://www.reforma.com/>.
- Harding, S. 2005. «From the woman question in science to the science question in feminism». Dans *Knowledge: critical concepts*, sous la dir. de N. Stehr et R. Grundmann, p. 327-342. New York: Routledge.

- Hilgartnerand, S. et C.L. Bosk. 1988. «The Rise and Fall of Social Problems: A Public Arena Model». *American Journal of Sociology*, vol. 94, no 1, p. 53-.
- Iorio, S.H. et S.S. Huxman. 1996. «Media coverage of political issues and the framing of personal concerns». *Journal of communication*, vol. 46, no 4, p. 97-115.
- Iorio Sharon H. et Susan S. Huxman 1996. «Media Coverage of Political Issues and the Framing of Personal Concerns». *Journal of Communication*, vol. 46, no 4, p. 97-115.
- Kitsuse, J.I. et M. Spector. 1973. «Toward a Sociology of Social Problems : Social Conditions, Value-Judgments, and Social Problems ». *Social Problems*, vol. 20, no 4, p. 407-419.
- Kosicki, G.M. 1993. «Problems and Opportunities in Agenda-Setting Research». *Journal of Communication*, vol. 43, no 2, p. 100-127.
- Lesemann, F. 2007. «Reflexiones sobre la comparacion y la metodologia comparativa». Dans *La co-construccion de politicas publicas*, sous la dir. de V. Mirta, p. 13-18. Buenos Aires: Prometo libros.
- Lima, L. 2005. «De la construction d'une génération sacrifiée à la formation d'une « classe d'âge » : La requalification du problème social de la jeunesse au Québec entre 1983 et 2000 ». *Sociologie et Sociétés*, vol. 37, no 2, p. 235-253.
- Lomas, J. 2000. «Connecting Research and Policy». *Canadian Journal of Policy Research - Revue canadienne de recherche sur les politiques*, vol. 1, no 1, p. 140 - 144.
- Martin, O. 2007. *L'analyse de données quantitative*. Coll. «L'enquête et ses méthodes». Paris: Armand Colin, 127 p.
- McCarthy, J.D., J. Smith et M.N. Zald. 1996. «Accessing public, media, electoral, and governmental agendas». Dans *Comparative Perspectives on Social Movements: Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, sous la dir. de D. McAdam, J.D. McCarthy et M.N. Zald, p. 291-311. Cambridge: Cambridge University Press.
- Meagher, K. 1995. «Crisis, Informalization and the Urban Informal Sector in Sub-Saharan Africa». *Developpement and Change*, vol. 26, p. 259-284.
- Poulet, I. 1994. «Élasticité et résistance de l'informel. Les politiques partenariales de prévention en Belgique». *Lien social et politiques*, vol. 32, p. 87-102.
- ProQuest (2009). Canadian Newsstand En ligne: <http://proquest.umi.com.res.banq.qc.ca/pqdweb?RQT=302&COPT=REJTPUcyMWQrMmZmMiZJTIQ9MyZWRVI9Mg==&clientId=63793&cfc=1>.
- Reed Elsevier Inc (2009). Lexis Nexis, Reed Elsevier Inc. En ligne: <http://www.lexisnexis.com/us/lnacademic/>.
- Rieffel, R. 2005. *Que sont les médias? : pratiques, identités, influences*. Paris: Gallimard.

- Rivera, R. 2009. «Es DF el segundo en feminicidios». *Reforma (Mexico)*, April 22
Newspaper Article, p. 8.
- Rivera, R. 2008. «Back on the Street , Brooklyn Vendors Try to Make Up for Lost Time». *The New York Times*, July 20
Newspaper Article, p. 23.
- Robert, P., J. Rey-Debove et A. Rey. 2009. *Le Nouveau petit Robert : dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*. Ed. mise à jour. Paris, : Dictionnaires Le Robert., xxxv, 2841 p.
- Roy, A. 2005. «Urban Informality: Toward an Epistemology of Planning ». *Journal of the American Planning Association*, vol. 71, no 2, p. 147-158.
- Simon, A.F. et J. Jerit. 2007. «Towards a Theory Relating Political Discourse, Media, and Public Opinion ». *Journal of Communication*, vol. 57, p. 254-271.
- The New York Times Company (2009). The New York Times En ligne: <http://www.nytimes.com/>.
- Tokman, V.E. 2007. «Économie informelle, insécurité et cohésion sociale en Amérique latine». *Revue internationale du travail*, vol. 146, no 1-2, p. 89-116.

